

JOURNAL DE S^T-PÉTERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

ADMINISTRATION. — REDACTION.
Toute communication relative à l'administration du journal doit être adressée au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Glonkoff) pérouok, maison Dussaux, n° 15.
Toute communication destinée à l'insertion doit être adressée et accompagnée de l'adresse de l'expéditeur. — Les lettres non affranchies sont refusées.
Nos abonnés de l'intérieur sont priés d'accompagner leurs lettres de la somme nécessaire à l'administration de la dernière bande d'envoi du journal.
PRIX DES ANNONCES A ST-PETERSBOURG.
ANGLAISES ET AFFICHES. 10 cop. la ligne.
RECLAMES. 25 —
FAITS DIVERS. 75 —

S'adresser à St-Petersbourg, au bureau spécial du Journal, lib. de la Cour Impériale, pont de Police, m. de l'église hollandaise, et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Glonkoff) pérouok, 15; à Moscou, chez GAUTIER, libraire, Pont des Marchaux; H. LANGEWITZ, bureau d'annonces à Riga; H. LARCHELLE, ci-devant N. KRYMOR, libraire à Kiev; ULMANN et C^{ie}, bureau de commissions à Ekaterinbourg; K. F. BOUDKIEWICZ, libraire à Jitomir, et G. BAERENSTAMM, libraire à Tiflis; à Paris, à l'Office de Publicité Russe, Chausée d'Antin, 23; à Londres, chez DELIZY, Davies et C^{ie}, 1, Cecil street, Strand, W. C.; à Berlin, Rud. Mosse, Grosse Friedrichstr., n° 63; à Hambourg, chez HAASENSTEIN et VOGELER.

PRIX D'ABONNEMENT A ST-PETERSBOURG.

Russie (Saint-Petersbourg.)	Us. mois.	Trois mois.	Six mois.	Un an.
2 ^e 50 7 12 25 22	50 10 18	150 30 54	300 60 108	600 120 216
Etats de l'Union postale Allemande.	2 50 7 12 25 22	150 30 54	300 60 108	600 120 216
Belgique, Suisse, Hollande et Italie.	2 50 7 12 25 22	150 30 54	300 60 108	600 120 216
France, Danemark, Angleterre et Roumanie.	3 8 13 24 27	114 36 63	228 72 126	456 144 252
Suède, Espagne, Portugal, Grèce et Egypte.	3 25 9 25 16	82 25 75	164 50 150	328 100 300
Etats-Unis d'Amérique.	3 75 10 50 19	225 75 100	450 150 200	900 300 400

Prix du numéro: en ville 10 cop.; d'une demi-feuille 4 cop.; à l'extérieur 12 cop.; d'une demi-feuille 7 cop.

CONDITIONS D'ABONNEMENT.
Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que du 1^{er} janvier.
Les abonnements datent du 1^{er} de mois; leur durée ne doit jamais dépasser le 31 décembre.
Abonnements pour St-Petersbourg: au bureau spécial, lib. de la Cour Impériale, au pont de Police et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Glonkoff) pérouok, 15.
Abonnements pour l'Intérieur: adresser les lettres à M. Papanov, r. des Marchaux, Pont des Marchaux. Joindre à la demande d'abonnement la dernière bande d'envoi du journal. Prière de faire les appoints de prix d'abonnement soit en argent, soit en timbres poste de 5 cop. et au dessous.
Abonnements pour l'étranger: adresser les lettres à l'Administration du Journal, Maximilianovsky pérouok, 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en mandat sur une Banque de St-Petersbourg.

PARTIE OFFICIELLE.

SAINT-PETERSBOURG, 1^{er} mars.
MARINE IMPÉRIALE. Décès. Le général-major à la suite de l'amiralat Davydov, directeur de l'hospice des Invalides de l'Empereur Paul I^{er}. (Ordre du jour impérial du 26 février.)

DÉCORATION. Ordre de St-Stanislas de la première classe, au général-major prince Imeretinsky, à la suite de S. M. l'Empereur, adjoint du chef d'état-major de la circonscription militaire de Varsovie. (Rescrit du 26 février.) (Messager officiel.)

MINISTÈRE DES FINANCES. Relevé de ses fonctions d'inspecteur et de gérant du musée de l'Institut des mines, l'ingénieur-conseiller d'Etat actuel Yefremov, qui conserve ses fonctions de membre du comité scientifique des mines et de professeur de paléontologie et cet institut, où il est remplacé au musée par l'ingénieur-conseiller d'Etat actuel Beck, qui conserve ses fonctions de professeur de chimie analytique et non organique à cet établissement. (Ordre du jour impérial du 9 février.)

Par un ukase du 24 février, inséré au n° 19 du Bulletin des lois qui a paru hier mercredi, le sénat dirigeant promulgue la convention télégraphique internationale, conclue à Paris le 5 (17) mai 1865, révisée à Rome le 2 (14) janvier 1872, sanctionnée par S. M. l'Empereur le 20 mai 1872 et par les autres gouvernements intéressés.

Banque de l'Etat.

AVIS OFFICIEL.
Quatorzième tirage public des primes du 2^e emprunt intérieur à 5 0/0 de 1866.

Conformément aux dispositions du règlement sur le deuxième emprunt intérieur à 5 0/0 avec primes, sanctionné par S. M. l'Empereur le 14 février 1866, et à celles du règlement sur le tirage des primes et le tirage de l'amortissement des obligations de cet emprunt, approuvé par le ministre des finances, la régence de la Banque a procédé aujourd'hui 1^{er} mars 1873, publiquement à ces deux tirages, en présence des délégués de toutes les corporations désignées par la douma de St-Petersbourg et de ceux de la Bourse de cette capitale.

LOTS PRINCIPAUX.

N° d'ordre du tirage.	Obligations sorties.	Primes gagnées.
1 ^{er}	15,709	200,000 r.
2	11,811	75,000
3	8,775	40,000
4	19,747	25,000
5	19,311	10,000
6	12,147	10,000
7	2,197	10,000
8	1,403	8,000
9	11,301	8,000
10	226	8,000
11	5,805	8,000
12	12,788	8,000
13	1,482	5,000
14	7,445	5,000
15	14,980	5,000
16	11,750	5,000
17	4,550	5,000
18	11,822	5,000
19	3,773	5,000
20	4,207	5,000
21	15,425	1,000
22	3,785	1,000
23	6,112	1,000
24	1,795	1,000
25	15,819	1,000
26	10,334	1,000
27	5,662	1,000
28	7,261	1,000
29	1,482	1,000
30	10,785	1,000
31	6,210	1,000
32	6,667	1,000
33	17,691	1,000
34	4,071	1,000
35	7,804	1,000
36	13,709	1,000
37	16,009	1,000
38	1,973	1,000
39	11,563	1,000
40	7,548	1,000

Les autres numéros des billets qui ont gagné des lots de 500 r. ne sont publiés que demain par la Banque.

PARTIE NON OFFICIELLE.

Le Monde Russe croit savoir que S. M. le shah de Perse arrivera à Moscou le 5 mai prochain, y passera 24 heures et partira le 7 mai pour St-Petersbourg, où Sa Majesté Persane arrivera le 8 mai. D'après les renseignements de la feuille que nous citons, le souverain de la Perse sera accompagné d'une nombreuse suite, composée de plusieurs princes ses parents, du grand-vizir, de presque tous les ministres, d'un grand-maître des cérémonies, du chancelier de Sa Majesté, du grand-chambellan, de huit hauts dignitaires de la cour, de deux maîtres des cérémonies, d'un secrétaire particulier du shah, du chef de l'intendance, du commandant des gardes du corps de Sa Majesté, ainsi que de dix gardes du corps et chasseurs et de 40 à 50 domestiques.
— Le Messager Officiel publie aujourd'hui trois circulaires de S. Exc. le ministre de la justice adressées aux membres du parquet, aux premiers présidents des tribunaux d'arrondissement, et aux présidents des assemblées des juges de paix, rappelant à ces magistrats qu'à la suite d'une ordonnance de S. Exc. le ministre de la guerre, les militaires cités devant les tribunaux civils ne sont point tenus

de se soumettre aux injonctions des magistrats qui vont à l'encontre des règles de la discipline et du respect dû par tout militaire à son supérieur. Ces circulaires sont provoquées par le renouvellement d'un incident qui s'était produit déjà il y a quelque temps et qui avait donné lieu à l'ordonnance susmentionnée, — c'est-à-dire l'invitation faite par un juge de paix à un militaire non gradé de s'asseoir en présence d'un officier.

— La Voix croit savoir que le conseil de l'Empire sera saisi sous peu d'un projet d'impôt sur les héritages. Le taux de l'impôt serait de 3 0/0 à 6 0/0, en proportion du degré de parenté du testateur et du légataire.

— Hier, mercredi 28 février, ont eu lieu au conseil municipal de St-Petersbourg les élections définitives du premier candidat au poste de maire de St-Petersbourg. Sur les neuf candidats inscrits, huit se sont retirés, en conséquence de quoi M. Pogrebkov a été nommé à la majorité de 195 voix et aux applaudissements unanimes des membres du conseil. C'est M. Glazounov qui a été ensuite nommé second candidat, à la majorité de 161 voix.

— La Gazette de Moscou communique, à titre de bruit, que la commission des délégués des ministères de l'intérieur et des finances, ainsi que des marchands de la foire de Nijni-Novgorod et de la municipalité de cette ville, serait disposée à résoudre la question relative au bazar de la foire de Nijni dans ce sens que le bazar passerait comme propriété de la ville, laquelle verserait au trésor une somme fixe de 3 à 4 millions de roubles.

— La Voix croit savoir que, cette année, le camp de Krasno-Selo sera ouvert le 17 mai et levé le 9 août.

— Avant-hier, dit le Monde russe, on a commencé les travaux du nouveau pavage en gruit autour du square de la place de l'Amiralauté.

— Nous lisons aujourd'hui dans l'Invalide russe que la peine de M. le capitaine en second Kvitinsky a été commuée. Au lieu de la perte de ses droits et de l'exil en Sibérie, le condamné reste dans l'armée à titre de simple soldat sans perdre ses droits de noblesse. La Voix ajoute que les témoins dans le procès Kvitinsky, dont les actes ont été déclarés contraires à la loi par la sentence du tribunal militaire de l'arrondissement de St-Petersbourg, se sont pourvus en cassation devant la cour militaire suprême. Leur pourvoi sera soutenu par M. Ostrikov. M. Gerhardt défendra devant la cour les conclusions du tribunal en qualité de représentant de l'accusé contre lequel a été rendue la sentence pénale.

— Le Messager d'Odessa prétend que l'affaire de la construction des tramways d'Odessa se trouve de nouveau ajournée, le comité des ministres l'ayant renvoyée au ministère compétent pour faire compléter les données à ce sujet par la douma d'Odessa, conformément aux indications du comité.

— La Banque de l'Etat nous communique le tableau de décembre des caisses d'épargne administrées par elle. Les versements, sur 1,132 livrets, ont été de 19,272 r., les remboursements, sur 1,065 livrets, de 138,291 r. La ville de St-Petersbourg figure pour 64,000 r. aux versements et pour 67,000 r. aux remboursements, Moscou pour 7,000 r. d'un côté et pour 19,000 r. de l'autre.

— D'après l'Indicateur du Ministère des finances, la recette douanière à la date du 22 février 1873 montait à 4,120,508 r., en diminution de 409,942 r. sur l'époque correspondante de 1872, mais avec une augmentation de 1,037,611 r. sur 1871. L'importation des métaux (75,187 r.) est en diminution de 2,783,329 r. sur 1872 et en augmentation de 49,144 r. sur 1871; l'exportation (520,507 r.) accuse un accroissement de 477,748 r. sur 1872 et de 324,967 r. sur 1871.

— Nous trouvons encore dans l'Indicateur des renseignements sur le rendement de l'accise pendant l'année dernière. Voici ces données :

Eaux-de-vie et patentes pour les débits.	1871.	1872.
Sel.	10,551,190	10,364,347
Tabac.	8,370,184	10,094,086
Sucre.	8,437,718	2,203,170
Total.	188,687,804	186,335,678

Il résulte de ces chiffres que, comparativement à l'exercice précédent, le produit de l'accise a diminué sur les eaux-de-vie et les patentes (2 2/3 millions), sur le sel (187,000 r.) et sur le sucre (1,234,000 r.), tandis qu'il y a eu augmentation de 2,352,000 r. sur le tabac. Comparativement aux prévisions du budget la recette effective de 1872 accuse une augmentation de 8,178,075 r. sur les boissons et de 973,051 r. sur les tabacs, tandis qu'il y a diminution de 1,366,673 r. sur le sel et de 869,650 r. sur le sucre. Somme toute, la recette effective a dépassé de 6,914,803 r. les prévisions du budget pour 1872, mais elle est restée de 2,352,162 r. en arrière sur celle de 1871.

— Bulletin de la variole à St-Petersbourg le 27 février 1873 :

Sexe.	Sexe.	Total.
masc.	fémin.	
Malades au 27 fév.	82	50
Gueris.	4	3
Guerisons.	4	3
Décès.	1	1

Il restait en traitement au 28 février, 81 52 133
Total depuis l'apparition de la variole (du 1^{er} avril 1872 au 28 février 1873) :
Cas, 3321 1901 5222
Guerisons, 2180 1157 3337
Décès, 1086 666 1752
(Gazette de police de St-Petersbourg.)

TRIBUNAL MILITAIRE DE L'ARRONDISSEMENT DE ST-PETERSBOURG.

PROCES DU CAPITAINE EN SECOND ERASTE KVITINSKY.
Audience du 8 février.
Suite (2).

Les deux témoins de l'accusé, MM. le capitaine d'artillerie Pauly et le sous-lieutenant Ivanovitch, confirment les dépositions de l'accusé relative à leur participation à l'affaire.
Les dépositions de la nommée Maninow, femme du concierge de la maison Sémianikov, tendent, contrairement à ce que ce témoin avait dit devant le juge d'instruction, à établir qu'elle avait entendu d'abord les cris de M. Khebnikow : « A l'assassin ! » et puis seulement la phrase de M. Kvitinsky : « Ah ! tu refuses de te battre ! »

Les dépositions de Maminow, concierge de la maison Sémianikov, et de Pétrow, cocher de M. Khebnikow, se rapportent aux faits antérieurs aux coups portés par M. Kvitinsky au colonel Khebnikow.

On procède ensuite à la lecture de la déposition écrite de M. Khebnikow, expliquant à son point de vue toute l'affaire et tendant à établir que l'attaque dont il avait été l'objet de la part de l'accusé avait tout le caractère d'un acte-apeles. Invité à s'expliquer sur cette déposition, l'accusé ne s'explique pas, mais son attitude est un peu caractéristique. Il fait observer qu'il était difficile au colonel Khebnikow de ne pas le reconnaître, en plein jour, sur un escalier bien éclairé, et que même en admettant que son adversaire ne l'eût pas reconnu et l'eût pris, comme il l'affirme, « pour un brigand », il lui était toujours loisible de se défendre avec son sabre au lieu de prendre la fuite en criant : « A l'assassin ! »

Dans une déposition supplémentaire, le colonel Khebnikow, qui est lui-même l'accusé, réfute plusieurs points tendant à le charger devant le tribunal. Le défenseur de l'accusé, M. Gerhardt, constate dans cette déposition une contradiction flagrante du témoin par rapport à une des accusations portées contre M. Kvitinsky et consistant dans ce que le témoin affirme qu'un jour, à une revue au Champ de Mars, M. Kvitinsky fut mis hors des rangs par le général Goubsky à cause de sa tenue et du harnachement négligé de son cheval, tandis que dans une déposition antérieure il avait affirmé que M. Kvitinsky avait été mis hors des rangs à cause du caractère ombrageux de sa monture.

Les dépositions des docteurs Müller et Karpinsky servent à établir le caractère sérieux de la maladie de l'accusé avant son passage de la 1^{re} batterie à la 3^e, en automne 1872.

Le GÉNÉRAL-MAJOR GOUBSKY, interrogé par le président, déclare qu'au mois de janvier 1872 il apprit par le colonel Engelhardt l'altération qu'il avait eu lieu entre l'accusé et M. Khebnikow. Cet incident lui parut avoir le caractère d'un de ces regrettables épisodes comme il en arrive quelquefois dans les sociétés d'officiers, et il s'attacha à en atténuer la portée en convoquant chez lui tous les officiers de la batterie, et en déclarant en leur nom au capitaine en second Kvitinsky que l'expression de M. Khebnikow ne touchait en rien son honneur et n'avait uniquement trait qu'à sa tenue. Plus tard il apprit que les officiers refusaient d'admettre l'accusé à leur table commune pendant les manœuvres d'hiver. Il trouva que de pareilles relations étaient impossibles entre les officiers qu'il commandait et fit des démarches pour engager M. Kvitinsky à quitter l'artillerie montée de la garde. L'accusé répondit par un refus. Plus tard, le témoin est plusieurs fois l'occasion d'être mécontent du service de l'accusé. Après son congé à l'étranger, l'accusé demanda au témoin de le faire passer dans une autre batterie. Le témoin donna les commandants des batteries de St-Petersbourg, qui déclarèrent qu'un officier qui ne pouvait point servir dans la 1^{re} batterie ne pouvait pas non plus être admis dans les autres. L'accusé demanda alors au général-major Goubsky d'être transféré dans la 3^e batterie (cantonnée à Varsovie). Le témoin promit d'y réfléchir, mais, après y avoir bien pensé, il crut ne pas pouvoir faire de distinction entre la 2^e batterie et les autres, et déclara de nouveau à l'accusé qu'il devait quitter tout à fait l'artillerie montée de la garde. L'accusé refusa encore une fois. Alors le témoin se rendit aux sollicitations des officiers et les autorisa à examiner la conduite de M. Kvitinsky. L'accusé fut sommé de comparaître, mais se dit malade. On le somma une seconde fois, et il fit défaut. Alors on prononça un arrêt par contumace.

Interrogé par le défenseur, le témoin déclare qu'il avait trouvé inopportune et déplacée l'expression employée par M. Khebnikow. Il avait cru que l'accusé s'était contenté de la satisfaction qui lui avait été donnée. D'après son opinion, dans l'altération qu'il avait eu lieu entre M. Kvitinsky et Khebnikow le tort principal revenait à Kvitinsky, qui avait « pour ainsi dire provoqué » l'expression déplacée employée par M. Khebnikow.

M. GERHARDT. Quand on vous fit savoir que pendant les manœuvres d'hiver les officiers refusaient d'admettre l'accusé à leur table, savez-vous qui étaient ces officiers ?

LE TÉMOIN. Je ne me le rappelle point. Cela regardait le commandant de la batterie.

M. GERHARDT. Le commandant de la batterie ne vous avait donc pas dit que c'étaient quatre enseignes, dont deux n'étaient encore qu'attachés à la batterie et les deux autres venaient seulement d'y entrer ?

LE TÉMOIN. Je commence à m'en souvenir. C'étaient effectivement des enseignes et la notification du commandant me parut extrêmement regrettable.

Le témoin convient ensuite de ce qu'il avait eu des pourparlers avec le prince Massalsky par rapport au passage de l'accusé dans une autre batterie. C'est le prince Massalsky qui donna l'ordre de faire passer M. Kvitinsky dans la 3^e batterie et lui enjoignit de s'y rendre immédiatement en l'autorisant à ne pas se présenter devant ses chefs immédiats. Le témoin n'eut connaissance de la lettre des offi-

ciers que quand elle avait déjà été envoyée. Il avait envisagé cette lettre comme une communication d'officiers à officiers.

Interrogé par le substitut militaire, le témoin déclare que le prince Massalsky avait refusé de lui donner des explications par rapport à la mesure qui faisait passer l'accusé dans la 3^e batterie et qu'il s'était prononcé contre la mise en jugement de M. Kvitinsky par le tribunal d'honneur. D'après le témoin, ce tribunal n'avait en rien dépassé ses attributions en rendant une sentence par contumace contre M. Kvitinsky à un moment où ce dernier ne faisait plus partie de la 1^{re} batterie.

L'accusé, répondant aux dépositions du général-major Goubsky, donne des explications établissant qu'il n'avait en rien enfreint les lois de la discipline dans les cas cités par le témoin. Le général ne lui avait jamais fait d'observations sur son service, bien que pendant les exercices d'hiver, il eût en plusieurs fois l'occasion de voir l'accusé à l'œuvre.

Après cette déclaration, l'audience est suspendue pour deux heures.

A la reprise de l'audience la cour entend les dépositions du LIEUTENANT SCHERBINSKY, aide de camp de brigade. Le témoin convient avoir fait des observations à l'accusé sur sa manière négligée de s'habiller. C'est le capitaine Schatow qui a demandé à M. Khebnikow de notifier à M. Kvitinsky le mécontentement des officiers sur sa tenue.

Interrogé par le défenseur, le témoin déclare n'avoir jamais entendu le commandant de brigade ou le commandant de l'artillerie de la garde faire des observations à l'accusé sur sa tenue. M. Khebnikow n'avait point été chargé par les officiers d'employer l'expression dont il s'est servi. Le colonel Khebnikow lui avait fait part de la lettre que l'accusé lui avait adressée. Le témoin ignore la portée que voulaient donner les officiers à la sentence qu'ils se proposaient de rendre contre M. Kvitinsky. Les élections des membres du tribunal d'honneur se faisaient habituellement en automne. En 1871 elles n'avaient point eu lieu, le témoin étant en congé et personne n'ayant rappelé la nécessité de ces élections au commandant de brigade. La réunion des officiers chez le capitaine Schatow avait un caractère officiel; le colonel Engelhardt présidait. Le témoin convient encore avoir adressé des invitations aux officiers des quatre batteries. Il dit qu'il est assez difficile de bien expliquer la portée de l'expression employée par M. Khebnikow, mais que néanmoins il s'est vu en lui-même et qu'il n'y avait pas eu d'insulte. Plusieurs officiers avaient pris le parti de l'accusé. Le témoin explique ce fait en disant que ces officiers connaissaient mal le caractère et les antécédents de M. Kvitinsky. Ce dernier avait désigné le témoin comme le premier auteur de ses démêlés avec les officiers. La notification faite par le témoin au général Goubsky relativement à ce que les officiers se considéraient comme insultés par l'accusé avait trait aux paroles de ce dernier : « Je méprise l'opinion des gens qui ne jugent un homme que sur son extérieur, » et à la lettre de provocation qu'il avait adressée à M. Khebnikow. Quand l'accusé revint de son congé à l'étranger l'ordre de sa réintégration dans la 1^{re} batterie avait été retardé parce que les officiers espéraient toujours, sur la foi de la promesse faite par le général Goubsky, que M. Kvitinsky ne s'obstinerait point à vouloir rester dans l'artillerie montée de la garde. Les officiers de la batterie des cosaques du Don n'avaient pas été invités à la réunion chez le général Goubsky par ordre de ce dernier. Le témoin avait déconseillé au général de permettre à Kvitinsky de passer dans la 3^e batterie.

Autres questions que l'accusé lui adresse par l'entremise de M. le président de la cour, le témoin déclare ne pas se rappeler d'autres faits de la vie de M. Kvitinsky qui soient à sa charge, excepté le fait mentionné par M. Khebnikow et relatif à la fausse assertion de l'accusé par rapport à la lettre de convocation qu'il avait dit lui-même au sous-officier-greffier de ne pas lui envoyer.

L'accusé, répondant aux incriminations du témoin, déclare n'avoir jamais dit qu'il « méprisait » la société de ses camarades. Il avait seulement dit qu'il doutait de ce que la notification faite au nom de huit officiers pût être admise comme l'expression de l'opinion de tout le corps d'officiers de la batterie. Il avait adressé au témoin des paroles extrêmement vives et qu'il considérait comme équivalent à une provocation en duel, mais le lieutenant Scherbinsky ne lui avait rien répondu.

Le greffier procède à la lecture de la déposition écrite du commandant de l'artillerie de la garde, M. le prince Massalsky.

Cette déposition est toute en faveur de l'accusé, que le prince déclare avoir toujours considéré comme un excellent officier. Il avait désigné M. Kvitinsky pour faire partie de la 3^e batterie, parce que ses informations particulières lui donnaient lieu de croire que l'accusé y serait bien reçu.

Le GÉNÉRAL-MAJOR GOUBSKY (interrogé par le défenseur) déclare avoir toujours eu de bonnes relations avec l'accusé. Il trouvait déplacée l'expression employée par M. Khebnikow et trouve jusqu'à présent que ce dernier n'avait pas agi en galant homme (1) en les prononçant, c'est-à-dire le premier la lettre des officiers au commandant de la 3^e batterie, en sa qualité de président du tribunal d'honneur. Il ignore comment cette lettre a pu être signée par le colonel Khebnikow, qui s'était refusé de prendre part au jugement, la lettre n'ayant été signée, sur la demande de tous les officiers, que par les membres du tribunal d'honneur. L'accusé avait déclaré au témoin qu'il ne le considérait point lui et le colonel Lanz comme solidaires des actes des autres officiers et le témoin n'a pas protesté contre cette opinion. Il n'avait jamais remarqué que l'accusé eût une tenue négligée. Les incriminations contre M. Kvitinsky énoncées au tribunal d'honneur n'ont pas pu être vérifiées, en l'absence de l'accusé. Le témoin répond d'une manière assez vague aux questions des membres du tribunal lui demandant comment il a pu autoriser le prononcé du jugement contre Kvitinsky quand

il savait son départ pour Varsovie et son passage dans la 3^e batterie avant que la sentence ne fût rendue, et cela pour avoir signé lui-même les papiers relatifs à ce départ.

Sur la proposition de M. le président de la cour, le défenseur donne son consentement à ce que plusieurs des témoins convoqués soient renvoyés sans être entendus et il insiste sur l'audition de plusieurs autres.

La cour arrête qu'il sera fait droit à la demande du défenseur.

L'audience est suspendue pour un quart d'heure.

M. LE COLONEL KANISTCHEW (interrogé par le président et les membres de la cour) déclare que la lettre des officiers au commandant de la 3^e batterie avait été écrite après l'audience du tribunal d'honneur.

A la présentation de la minute de cette lettre il déclare qu'elle est de la main du capitaine Doppelmayr.

M. LE CAPITAINE SCHATOW 1^{er} (interrogé par le défenseur) déclare avoir invité M. Khebnikow à dire à l'accusé qu'on ne pouvait pas se présenter au milieu des officiers « avec un pantalon déchiré ». Il avait été résolu à la majorité des voix d'entendre les explications de M. Khebnikow dans une réunion chez le témoin et celles de M. Kvitinsky dans une réunion chez M. Popov. Le témoin convient avoir déclaré au général Goubsky que l'incident ne pouvait pas être clos par la déclaration faite par ce dernier à Kvitinsky en présence des officiers. Il avait cru comprendre que l'accusé avait fini par être lui-même d'avis qu'il ne pouvait plus rester dans l'artillerie montée de la garde. Son départ pour l'étranger semblait le prouver. Il ne considérait point comme officielle la réunion des officiers qui avait eu lieu chez lui. Par rapport à l'expression employée par M. Khebnikow le témoin se déclare solidaire de l'opinion de ce dernier. (Interrogé par le président et un des membres de la cour), le témoin se déclare encore une fois solidaire de M. Khebnikow, quel que soit le sens que ce dernier avait attaché aux paroles dites à l'accusé. Il convient avoir signé la lettre des membres du tribunal d'honneur, malgré qu'il eût refusé d'y prendre part.

L'accusé signale la contradiction qui existe entre l'assertion du témoin, qui a déclaré avoir signé la lettre avant de savoir que le tribunal d'honneur se proposait d'examiner la conduite de l'accusé, tandis que la lettre a été signée après une réunion dans laquelle on avait demandé aux membres du tribunal de la signer.

La déposition de M. LE CAPITAINE EN SECOND SCHATOW 2^e est relative à la provocation adressée à l'accusé au nom de neuf officiers. D'après le témoin, M. Kvitinsky n'avait pas le droit de provoquer M. Khebnikow, parce que celui-ci avait parlé au nom des autres officiers. Le témoin donne des explications sur son altercation avec le lieutenant Ivanovitch, un des témoins envoyés par l'accusé à M. Khebnikow, et fait cette partie de sa déposition d'une voix si élevée qu'il s'attire une observation de M. le président de la cour.

L'accusé réfute l'assertion du témoin, qui a dit qu'il avait proposé à l'accusé de choisir pour adversaire un des huit officiers au nom desquels M. Khebnikow avait parlé. A sa question : « Qui donc sera mon adversaire, on lui avait répondu : « Tous les huit. »

M. LE COLONEL LANZ, commandant de la 2^e batterie

sera arrêtée, après avoir pris conseil des intérêts du pays et avoir entendu les chefs des différents partis.

Une autre crise ministérielle nous est signalée aujourd'hui par le télégraphe. Pour des motifs que nous ne connaissons pas, le ministère des affaires étrangères de l'empire ottoman vient de recevoir un nouveau titulaire et Khalil-Chérif-Pacha reprend le poste d'ambassadeur à Vienne, qu'il avait précédemment occupé. Quant au bruit de l'abolition du grand-vizirat, dont nous avons entretenu il y a quelques jours une dépêche de Constantinople, notre correspondance de cette capitale, qu'on trouvera ci-après, signale certains faits qui ont pu donner naissance à cette rumeur. Il s'agit notamment de relations plus directes que le sultan vient d'établir avec plusieurs ministres, dont les rapports passaient jusqu'ici exclusivement par l'intermédiaire du grand-vizir. Cette innovation, dont les conséquences peuvent être des plus sérieuses pour la marche de l'administration, demande sans doute à être sacrifiée par l'usage avant que le rôle important qui incombait jusqu'ici au grand-vizir puisse être considéré comme un rouage superflu.

Nous devons revenir aux nouvelles d'Angleterre pour constater qu'à la date des derniers journaux qui nous arrivent, le public y était préoccupé de troubles qui se produisaient sur la côte de Guinée, dans les colonies cédées à la Grande-Bretagne par le gouvernement néerlandais. Les tribus locales semblent regretter l'administration hollandaise, protestent contre la cession de leur territoire à l'Angleterre et menacent les établissements anglais de la côte. A Londres ce nouveau conflit avait produit une fâcheuse impression et la presse de l'opposition s'en était emparée pour attaquer la politique coloniale du gouvernement de M. Gladstone.

Quant aux nouvelles de France, une dépêche nous apprend que les débats sur le projet de la commission des Trente se sont terminés hier par le vote du quatrième et dernier article du projet. On va suivre maintenant avec attention les élections qui ont lieu dans les bureaux de l'Assemblée pour former la commission chargée d'examiner le traité de commerce entre la France et l'Angleterre. On s'attend à une discussion très vive; sur les dix membres de la commission élus jusqu'à présent dans les bureaux sept étaient hostiles au traité. De plus, le télégraphe nous annonce que c'est M. Pouyer-Quertier qui présidera cette commission.

DEPÊCHES TELEGRAPHIQUES

(SERVICE SPÉCIAL DU JOURNAL DE ST-PETERSBOURG)

Constantinople, mercredi 12 mars.
Safvet-Pacha vient d'être nommé ministre des affaires étrangères. Il est remplacé comme ministre de la justice par Midhat-Pacha.

Khalil-Chérif-Pacha, quittant le ministère des affaires étrangères, est nommé ambassadeur à Vienne à la place d'Aarify-Bey, qui serait appelé à remplir les mêmes fonctions à St-Petersbourg.

AGENCE INTERNATIONALE.

Versailles, mercredi 12 mars, au soir.
L'Assemblée Nationale a adopté, par 367 voix contre 227, le dernier article du projet de loi de la commission des Trente. La motion de M. de Kerdrel, demandant que le gouvernement ne présente les projets de loi constitutionnels qu'après l'évacuation du territoire, a été rejetée par 437 voix contre 168. La commission des traités de commerce a choisi M. Pouyer-Quertier pour son président.

Autre dépêche.
Bruxelles, mercredi 12 mars, au soir.
La Chambre des Représentants a continué la discussion sur le rachat des chemins de fer du Luxembourg. Après divers discours, la discussion générale a été close. Demain aura lieu la discussion des articles, et probablement le vote définitif.

Autre dépêche.
Londres, mercredi 12 mars, au soir.
L'Echo croit que la retraite du cabinet a été décidée en séance du conseil des ministres. M. Gladstone a été reçu par la reine après cette séance. Il est probable que M. Disraeli sera chargé de former un cabinet.

Du 13. — La crise ministérielle est encore sans solution. Un conseil des ministres aura de nouveau lieu aujourd'hui. D'après le Standard, le parti libéral se réunira également. Le gouvernement, dit ce même journal, communiquera aujourd'hui sa décision au Parlement.

Autre dépêche.

Washington, jeudi 13 mars.
M. Boutwell, du sénateur pour le Massachusetts, a déposé son portefeuille de ministre des finances. M. Richardson s'est chargé par intérim de la direction de ce département.

Voir la suite des dépêches à la fin de la rubrique Dernières Nouvelles.

Allemagne.

PRUSSE. — CHAMBRE DES SEIGNEURS.
Séance du 10 mars.

Au banc des ministres : MM. le prince de Bismarck, le comte de Roon, le comte d'Alvensplein, le comte de Camprahn et Falk.

Ordre du jour : projet de loi portant modification des articles 15 et 18 de la Constitution prussienne du 31 janvier 1850.

MM. LE COMTE KRASOWSKI ET LE COMTE BORRIES proposent un amendement au projet de loi gouvernemental, d'après lequel l'art. 15 de la Constitution devrait être conçu comme suit : « L'Eglise évangélique, l'Eglise catholique-romaine, ainsi que toute autre communauté religieuse, régit et administre elles-mêmes leurs affaires d'une manière indépendante, mais sont soumises à la surveillance de l'Etat, pour prévenir des empiétements dans le domaine de ses droits, ainsi que dans celui des droits civils des individus. Cette surveillance est régie par la loi. Toute communauté religieuse a le droit de possession et de jouissance d'établissements, institutions pieuses et fondations

pour des besoins du culte, de l'enseignement et de la bienfaisance. »

M. LE COMTE KRASOWSKI propose en outre, pour le cas où l'Assemblée adopterait l'art. 18 dans la teneur où il a été voté par la Chambre des Députés, d'y ajouter à la suite des mots : « La loi régit les attributions de l'Etat quant à l'instruction, la nomination et l'installation des ecclésiastiques et fixe les limites du pouvoir disciplinaire ecclésiastique » le passage additionnel suivant : « sans préjudice de la complète indépendance des Eglises et communautés religieuses pour ce qui concerne la doctrine et le culte. »

MM. LE BOURGMEISTRE GOBBIN ET LE PROFESSEUR TELLEMAN prennent la parole pour défendre le projet de loi, qui est par contre vivement attaqué par MM. LE COMTE DE LANDSBERG-VELEN, et LE BARRON DE ZEDLITZ-NEURICH, qui invoquent tous plus ou moins, pour ou contre le projet de modification de la Constitution, les arguments qu'on avait déjà fait valoir à la Chambre des Députés et qui sont suffisamment connus sans que nous croyions devoir les énumérer de nouveau.

Notons seulement, pour l'intelligence du discours de M. le chancelier de l'empire, qui a pris la parole après le baron de Zedlitz, que ce dernier orateur avait fait une charge à fond de train contre le « libéralisme », en déclarant les « progrès à pas de géant » qu'il a faits en Prusse en ces dernières années.

M. LE CHANCELLIER DE L'EMPIRE, PRINCE DE BISMARCK, ministre des affaires étrangères. L'honorable préopinant se plaint des progrès qu'a faits le libéralisme. — Je me sers de ce terme pour la brièveté de l'expression, — dans le courant des dernières années. L'année passée, à pareille occasion, j'avais prêté qu'il serait probablement ainsi. Il est même possible, messieurs, que le libéralisme fasse de grands progrès encore. A quoi cela tient-il ? Essentiellement à la désorganisation du parti qui doit lui faire contrepoids. — le parti conservateur. Cela tient en outre à ce que la confiance du gouvernement dans l'appui des conservateurs a été trompée. Cela tient encore à ce que, lors des débats sur l'inspection scolaire, le parti conservateur a rendu un vote de défiance contre le gouvernement. La confiance est une fleur délicate, messieurs, et une fois détruite elle ne renaît pas de si tôt. De plus, le parti conservateur, dirigé par des hommes bien intentionnés, mais trop zélés, est tombé en dissolution. Il en est résulté que, dans les débats de cette Assemblée auxquels je n'ai pas assisté (il s'agit de l'organisation des cercles), la Chambre a cassé ses propres décisions, tout en engageant le gouvernement dans une impasse. Ceux sur l'appui desquels la couronne, ou, pour m'exprimer plus parlementairement, le ministère de Sa Majesté croyait pouvoir compter, non-seulement ne lui ont pas accordé cet appui, mais encore l'ont refusé d'une façon telle que le gouvernement ne pouvait décider plus y compter.

Pourquoi accuseriez-vous le gouvernement et les projets de loi qu'il vous présente ? Nous ne vivons plus dans un pays où le roi pourrait choisir ses ministres sans égard à la forme constitutionnelle du pays. Vous avez essentiellement contribué à me pousser hors du ministère (herausdrängen). Vous avez détruit la supposition que, pour la direction des affaires, je me trouvais à la tête d'un parti conservateur de quelque importance. Ne vous plaignez pas de faits dont, selon ma conviction, la faute tombe principalement sur vous et sur la fraction conservatrice de la Chambre des Députés. L'honorable préopinant s'est engagé dans la même voie que les adversaires des projets de loi (politico-religieux) avaient choisis pour les combattre : comme eux, il leur attribue un caractère confessionnel et ecclésiastique. Le problème qui nous occupe est présenté sous un faux jour si l'on considère le projet de loi comme revêtus de ce caractère, car ils sont essentiellement politiques. Il ne s'agit point, ainsi qu'on a voulu le faire croire au pays, d'une lutte d'une dynastie évangélique contre l'Eglise catholique ; il ne s'agit point d'une lutte entre la foi et l'incrédulité : ce dont il s'agit, c'est cette lutte de prédominance vieille comme le monde entre la royauté et le sacerdoce, cette lutte de prédominance qui est bien antérieure à la venue de notre Sauveur, cette lutte de prédominance dans laquelle, en Autriche, Agamemnon était engagé avec son divin et qui lui a coûté la vie de sa fille, en retardant le départ des Grecs, — cette lutte qui, dans l'histoire de l'Allemagne au moyen-âge, est connue sous le nom de guerre des papes contre les empereurs, — guerre qui fut pour issue que le dernier représentant de l'illustre dynastie des empereurs souabes mourut sur l'échafaud, sous la hache d'un conquérant français, l'allié du pape.

Nous nous trouvons aujourd'hui, messieurs, dans une situation analogue, traitée dans le style des moeurs de notre époque. Si la guerre de conquête des Français, dont l'explosion a coïncidé avec la proclamation des décrets du Vatican, avait réussi, je ne sais pas trop si l'on aurait pas vu des phénomènes du même genre dans le domaine de l'Eglise catholique. Des plans tout semblables avaient été tracés avant la guerre d'Autriche et avant Oltz. Selon moi, c'est une interprétation tout à fait erronée et une fausse appréciation de la politique que l'on veuille considérer S. S. le pape comme étant exclusivement prêtre et représentant de la hiérarchie catholique. La papauté a toujours été une puissance politique, qui s'est immiscée constamment, avec une suprématie résolue comme avec le plus grand succès, dans les affaires de ce monde. Son programme est connu. Et ce que la papauté n'a jamais perdu de vue, c'est l'accomplissement de ce programme : l'asservissement de l'Etat à l'Eglise, — donc un but éminemment politique et une tendance qui s'affirme depuis que le monde existe.

Il y a toujours eu des gens avisés qui ont prétendu que la volonté de Dieu était mieux connue d'eux que les autres hommes et que, partant, ils avaient le droit de dominer leurs semblables. Et que ce soit là la base de toutes les prétentions des pontifes, tout le monde le sait. Je n'ai qu'à rappeler les décrets et documents cent fois mentionnés.

Le combat du sacerdoce avec la royauté, — dans le cas actuel, le combat du pape avec l'empereur d'Allemagne, — doit être envisagé comme tout autre genre de lutte. Cette guerre a ses alliances et ses traités de paix, ses trêves et ses armistices. Il y a eu des papes pacifiques, des papes belliqueux et des papes conquérants. Il y a eu également des souverains qui avaient plus ou moins de prédilection pour la paix. Et, dans cette guerre, ce ne sont pas toujours des puissances catholiques qui étaient les alliées des papes.

On a vu des cardinaux ministres d'Etat suivre une politique forcément anti-papale, — ce qui prouve que des pères eux-mêmes n'ont pas toujours été du côté du pape. On a vu aussi, dans les armées allemandes, des évêques combattre contre le pape.

Cette guerre de prédominance, — je le répète, — est soumise aux mêmes conditions que toute autre guerre. C'est une altération de la vérité, calculée pour faire impression sur les gens qui n'ont pas une idée nette de la question, que de prétendre qu'il s'agit d'opprimer l'Eglise. Il s'agit d'une simple délimitation : jusqu'où ira le pouvoir du sacerdoce ?

jusqu'où s'étendra le pouvoir de la royauté ? Tel est le problème. Et cette délimitation doit être de nature à ce que l'Eglise puisse exister, — car, en fin de compte, dans l'empire de ce monde, c'est à l'Eglise qu'appartient le pouvoir.

Jadis, en Prusse, nous n'étions pas l'objet d'une lutte de ce genre. On ne nous regardait point parmi les adversaires notables. Frédéric-Grand vivait en paix avec le pape, tandis que l'empereur d'Autriche, ennemi déclaré de l'Eglise, était engagé avec lui dans la lutte la plus vive.

Il ne s'agit nullement ici d'une question de confession. N'est-ce pas notre roi Frédéric-Guillaume III, tout fœderement anti-catholique qu'il fut, qui a insisté pour la restauration du pouvoir temporel du pape et y a réussi ? Nous croyions avoir trouvé dans les articles de la Constitution qui nous occupent un *modus vivendi*, une espèce d'armistice conclu à une époque où l'Etat sentait avoir besoin de secours et croyait le trouver dans l'Eglise. On s'était vu, en effet, en présence du phénomène que toutes les circonscriptions à population catholique prépondérante avaient envoyé à l'Assemblée Nationale de 1848 des hommes qui, sans être plus royalistes que les autres, étaient cependant plus amis de l'ordre. C'est sous cette impression que la paix avait été conclue entre l'Eglise et l'Etat, et l'Eglise de l'Etat, — non sans erreur, il est vrai, comme le montre l'avenir immédiat.

L'Etat fut obligé de s'aider lui-même. L'appui espéré ne lui fut pas accordé. Ce *modus vivendi*, nous l'eûmes duquel nous avons vu paisiblement quelques années, n'a été acheté qu'au prix de concessions incessantes de l'Etat, qui dut remettre sans condition tous ses droits à l'Eglise catholique, — à la vérité, à l'égard de « corporation », qui, à la vérité, avait pour mission de sauvegarder les droits du roi vis-à-vis du pape, mais qui, en réalité, avait fini par devenir une autorité pour la défense des intérêts de l'Eglise contre les droits du roi ; je vous parlerai de la section catholique au ministère des cultes. Quiconque était un peu au courant de la situation, se disait déjà alors que la trêve ne serait pas de longue durée. Mais, pour ce qui me concerne personnellement, grâce à mes inclinations pacifiques, je préférais cette paix, malgré tous ses inconvénients, à une lutte ouverte.

Il n'y a peut-être jamais eu un moment plus propice à une entente avec le Saint-Siège romain que celui de la fin de la guerre de France. On a émis là-dessus, dans une autre enceinte, des opinions erronées, qui reposent sur une intelligence complète de la situation d'alors.

Tous ceux qui ont été avec nous en France savent que nos relations avec l'Italie, bonnantes auparavant, ont été empreintes, pendant toute la durée de la guerre, d'un caractère, sinon de brouille (*Trübung*), du moins de mauvais humeur (*Verstimmung*), et cela jusqu'à la conclusion de la paix. Il était étrange de voir en Italie la préférence pour la France l'emporter sur les intérêts du pays, — de ce même pays qui, de concert avec nous, avait dû conquérir sur les champs de bataille son affranchissement de la dépendance de la France. Nous sommes venus nous-mêmes à bout de notre tâche. Mais il n'est resté pas moins un fait acquis que nous nous sommes trouvés en face de troupes italiennes, commandées par Garibaldi et qui nous auront pu empêcher de partir. Il s'ensuivit, entre l'Allemagne et l'Italie une mésintelligence, dont heureusement il ne reste plus de trace aujourd'hui. Bref, nous étions à cette époque bien loin de vouloir faire quelque chose par préférence pour l'Italie.

Or, pendant que nous étions encore à Versailles, je fus quelque temps surpris d'apprendre que des membres catholiques des assemblées parlementaires avaient été sommés de déclarer catégoriquement, par oui ou par non, s'ils étaient résolus à entrer dans le parti que nous désignons aujourd'hui sous le nom de « fraction du centre, et s'ils entendaient travailler à ce que les articles en question de la Constitution prussienne fussent insérés tels quels dans le texte de la Constitution de l'empire. Ce programme ne m'échappa pas trop d'abord, et cela d'autant moins que je savais de qui il émanait : c'est-à-dire d'un éminent prince de l'Eglise (il s'agit de M. Ketteler) qui avait reçu pour mission de tendre à ce but et qui s'acquittait de sa mission par ce moyen. L'initiative était partie de M. de Savigny, ancien délégué à la Diète de la Confédération germanique, que je me mettais pas à voir employer son influence dans une direction essentiellement hostile au gouvernement. Je n'invoque ces arguments que pour expliquer pourquoi, d'abord, je n'attachais pas grande importance à ce mouvement.

De retour à Berlin, je dus me convaincre combien l'organisation de ce parti était devenue forte. Je remarquai l'activité de la section catholique dans sa lutte contre l'enseignement de la langue allemande dans les écoles polonaises. En Silésie, il s'élevait un nouveau parti polonais, sous la direction d'un évêque, implorant éminemment ecclésiastiques. Mais tout cela n'était pas encore absolument décisif. Ce qui me signala surtout le danger, ce fut la puissance que ce parti avait acquise pendant la guerre. Des députés n'avaient pas été réélus dans des circonscriptions où ils étaient domiciliés et jouissaient de l'estime générale, pour être remplacés par d'autres dont le nom y était à peine connu. Bref, on était arrivé à une organisation compacte et l'on avait obtenu cette autorité sur les esprits dont on avait besoin pour mener à bien le programme de l'évêque de Mayence, Lisez, messieurs, ce programme dans les brochures écrites, agréables à lire, et dans les mains de tout le monde. Vous verrez qu'il s'agit d'un dualisme politique, de l'institution d'un Etat dans l'Etat, — enfin, d'un dualisme de la pire espèce. Car, dans certaines circonstances données, le dualisme politique est possible, comme le montre l'exemple de la monarchie austro-hongroise. Mais là il s'agit de deux Etats de nationalité différente, tandis que, chez nous, ce que l'on voulait, c'était l'organisation d'un Etat confessionnel dont le souverain suprême aurait été un prince de l'Eglise étranger qui a son siège à Rome.

Si ce programme s'était accompli, messieurs, nous aurions aujourd'hui, au lieu d'Etats compacts comme le royaume de Prusse et l'empire d'Allemagne, deux organisations parallèles, l'une avec son état-major dans la fraction du centre et son souverain à Rome, l'autre avec un état-major sur le terrain du principe séculier et avec son souverain dans la personne de Sa Majesté.

Or, messieurs, le gouvernement aurait failli à sa tâche s'il avait attendu tranquillement les événements, et si, malgré les progrès surprenants qu'avait faits le principe hostile à l'Etat, il était resté les bras croisés. Le gouvernement était forcé de se défendre ; il était forcé de dénoncer l'armistice qu'il était stipulé dans l'art. 15 et 18 de la Constitution prussienne et d'arriver à un nouveau *modus vivendi* entre le pouvoir civil et l'autorité ecclésiastique. L'Etat ne peut point subsister dans de pareilles conditions, sans être engagé dans des luttes qui compromettraient son existence. Toute la question est là, messieurs : les art. 15 et 18 sont-ils nuisibles au maintien de la paix et de l'ordre dans l'Etat ? Et si vous êtes pour

la conservation des anciens articles, c'est une simple conviction que le gouvernement ne partage point, car il ne peut plus diriger les affaires dans ces conditions-là. Au milieu de cette lutte, le gouvernement s'adresse à la Chambre des Seigneurs et la prie de lui accorder son aide et son appui pour affermir l'Etat et le protéger contre des menées souteraines qui menacent son avenir, — et nous avons la confiance que la majorité de la Chambre ne nous refusera pas cet appui. (Vifs applaudissements.)

M. LE COMTE DE LANDSBERG-VELEN. La fraction du centre ne considère point le pape comme son souverain. Son programme est connu ; le parti du centre lutte pour la vérité, la liberté et le droit.

M. LE CHANCELLIER DE L'EMPIRE, PRINCE DE BISMARCK. Pour ce qui concerne la question du droit, je ne doute nullement que la fraction du centre ne reconnaisse S. M. l'empereur et roi comme son souverain. J'ai seulement voulu dire qu'il obéit en outre, de fait, à d'autres autorités et à d'autres influences. Je m'appuie en cela sur des actes des chefs mêmes de cette fraction. Dans le programme du parti, élaboré par eux, il s'agit exclusivement de la défense des intérêts du pape, et cela des intérêts du pape comme souverain de son Eglise et de son territoire. D'ailleurs, un plus long examen de la question ne nous mènerait à rien. Nous savons tous que le centre veut et le croi aussi que ses nouveaux membres évangéliques (il est question de M. de Gerlach) n'hésiteront pas à faire de l'opposition à leur souverain légitime, de peur de faire de l'opposition contre Rome. Je me suis imposé des limites dans mes explications et n'ai remonté dans le passé qu'autant que c'était nécessaire pour appuyer mes arguments en faveur de ce qui est ma conviction : c'est que le projet de modification de la Constitution a un caractère, non point ecclésiastique, mais essentiellement politique, et que c'est une fausseté que de le présenter comme une menace à l'égard de l'Eglise. Cette même insinuation avait déjà cours lorsqu'il s'agissait de la loi sur l'inspection des écoles, et je ne vois pas qu'il en soit résulté un danger pour l'Eglise.

Après quelques observations de divers orateurs et un long discours de M. LE COMTE ZUR LIPPE (conservateur), auquel la Chambre ne prête qu'une médiocre attention, la discussion est ajournée au lendemain et la séance est levée.

Il est maintenant certain, dit la *Spensersche Zeitung*, que M. d'Achenbach, sous-secrétaire d'Etat au ministère des cultes et de l'instruction publique, va passer en cette même qualité au ministère du commerce et des travaux publics.

De plus, comme il est probable que le comte d'Alvensplein se retirera, une fois la question des concessions de chemins de fer vidée, ce journal considère comme un fait acquis que c'est M. d'Achenbach qui lui succèdera à la tête de ce département, dans le ressort duquel il avait déjà rempli un poste avec distinction avant d'être transféré au ministère des cultes.

En présence de la grève des typographes, les propriétaires d'imprimerie de Berlin et de la province de Brandebourg se sont en effet constitués, le 9 mars, dans une assemblée *ad hoc*, en « section de Berlin-Brandebourg de l'association générale des imprimeurs allemands. »

Une assemblée générale de délégués de l'association de toutes les parties de l'Allemagne aura lieu prochainement à Weimar.

Autriche-Hongrie.

La Correspondance hongroise publie l'article suivant, sous la date de Pesth, 7 mars :

« Deux faits considérables, d'une grande importance pour le développement constitutionnel de la Hongrie, doivent être signalés. Le parti conservateur vient de sortir de la réserve qu'il s'était imposé jusqu'ici vis-à-vis de la fraction libérale du parti national. Le dernier vote de la Chambre basse, concernant la liberté religieuse et l'introduction du mariage civil, a prouvé aux conservateurs que l'entente des libéraux de tous les partis est la seule issue possible, par la pression sur la fraction libérale de la majorité, tout progrès dans la voie libérale, ne peut avoir dorénavant aucun résultat pratique. »

« Un autre fait non moins important est la décision du cabinet Szlavyi ; il a fait entendre que l'adoption du projet de loi relatif à l'augmentation des impôts, seul moyen rationnel de subvenir aux besoins de l'Etat, était une question de cabinet. »

« L'attitude hostile des cléricaux à l'égard de la nouvelle formation des partis au sein de la Diète, tandis que l'issue de la discussion sur les impôts décidera du sort du ministère. Le cabinet en sortira raffermi ou bien il cédera la place à un gouvernement prêt à couvrir le déficit du budget par un nouvel emprunt. »

« Les cléricaux viennent de donner signe de vie en propagant des pamphlets excitant les populations contre les juifs, et cherchant à prouver que la Prusse veut anéantir la religion catholique et germaniser la Hongrie. »

« Les feuilles de l'opposition mettent en demeure le procureur du roi d'entamer un procès contre les agitations cléricales, qui peuvent conduire, disent-elles, à des événements fâcheux à l'exemple de ce qui se passe en Roumanie. Il est facile d'entraîner le peuple à des actes de violence contre les classes aisées, alors qu'on l'y encourage du haut de la chaire. »

« Les chefs du centre gauche ont adopté les vues du gouvernement relativement à l'augmentation des impôts ; mais ils rencontrent à ce sujet une vive opposition dans le sein même de leur propre parti. Les députés craignent la colère de leurs électeurs, déjà assez grevés d'impôts ; aussi le centre gauche a-t-il déclaré que le projet d'augmentation n'était pas une question de parti ; donc chacun votera comme bon lui semblera. Le projet de loi compte aussi des adversaires dans les rangs de la majorité, par conséquent l'issue du vote est douteuse. »

« Heureusement M. Dók est là, avec sa grande autorité. Il soutiendra le gouvernement, en proposant des amendements au projet en question et on espère obtenir un arrangement satisfaisant toutes les opinions. »

« Les chefs du centre gauche prêteront aussi leur concours pour arriver à un compromis. Voyant l'impossibilité de former un gouvernement tiré du centre gauche, leur intérêt consiste à maintenir le ministère actuel. On ne peut espérer, dans les circonstances présentes, aucun gouvernement plus conciliant et plus propre à effectuer la fusion des éléments libéraux. »

« On écrit de Pesth, 7 mars, à la *Neue freie Presse* :

« Les débats généraux sur le budget des honvéds ont été terminés aujourd'hui, et nous voyons une nouvelle preuve de contradictions qui ne cessent de se produire dans notre politique, dans ce fait que le gouvernement et son parti ont toutes les peines du monde à se défendre de la libéralité de l'opposition. Malgré les plaintes formulées par la gauche elle-même, au sujet de la dette de sang payée par la Hongrie dans des proportions immodérées ; malgré la vide de la caisse de l'Etat, malgré

le crédit épuisé, malgré les principes d'économie proclamés avec énergie, l'opposition vient à toute force sacrifier son sang et son argent, tandis que le ministre de la défense nationale, M. de Szende, refuse de l'accepter. Ceux, au contraire, qui ont déclaré en pleine séance appartenir au parti conservateur, compromettent leur popularité, pour obtenir de la Chambre un peu plus d'économie. »

« Les uns veulent que l'armée des honvéds prenne des dimensions encore plus grandes ; les autres demandent une armée commune aux deux moitiés de la monarchie ; d'autres encore désirent que l'on donne la première impulsion d'un nouveau développement, c'est-à-dire ils veulent une transition. »

« C'est avec ces paroles que M. Max Uerményi a fort bien caractérisé, dans la séance du 6, les différentes opinions les plus accréditées au sujet de l'armée des honvéds. C'est là aussi que réside la solution de l'énigme apparente. Le comte Andrássy a fait des honvéds une armée particulière, indépendante. Le commandement, l'exercice et les traditions, la séparation de l'armée autrichienne, avec laquelle elle n'a de commun que le chef. Mais personne n'avait songé à quel cela conduirait. La droite, qui jusqu'à présent considérait chaque nouveau bataillon de honvéds comme un succès obtenu par le pays, devient vraiment inquiète. Les orateurs qu'elle envoie dans les lieux sont seuls à louer cette organisation, que MM. Hollan et Pulszky comparant à la landwehr prussienne. Cependant, ils ne veulent plus consentir à l'augmentation des bataillons. L'opposition tire ses conséquences de ce que la droite a admis jusqu'à présent en silence. Elle accepte les honvéds, non pas dans leur état actuel, mais comme une transition conduisant à une armée hongroise entièrement indépendante. Aussi M. Csernatty déclare-t-il violemment contre l'armée « allemande », inaccessible à l'enthousiasme hongrois. M. Koloman Tisza attaque M. Uerményi, qu'il accuse de défendre sa manière de voir à l'aide d'intérêts contradictoires. »

« Hier, M. Uerményi a demandé ouvertement une grande réduction des honvéds. C'était là un fait fort important. Mais en voici un qui l'est encore bien davantage : M. Sennyey a pris énergiquement fait et cause pour M. Uerményi, lequel, — a déclaré M. Sennyey, — n'a pas eu l'intention d'attaquer les honvéds en tant que ceux-ci sont une institution hongroise, mais a engagé ses compatriotes à examiner si l'harmonie des forces est observée dans cette institution patriotique. Or, à mes yeux, a ajouté M. Sennyey, il faut plutôt l'en remercier que lui en faire un reproche. Moi non plus, je ne veux pas pousser l'économie jusqu'à l'extrême en ce qui concerne l'administration de la guerre ; mais il y a encore quelque chose de plus important pour nous : c'est la consolidation de l'Etat hongrois. L'Etat n'est pas menacé, et le fait que nous ne saurions mieux conjurer le danger qu'en ne gaspillant pas en temps de paix nos forces physiques et intellectuelles, dont nous aurions besoin à un moment décisif. Nous devons nous défendre, d'abord par notre importance morale, puis, si cela ne suffit pas, les armes à la main. »

« Les débats généraux, conquis le correspondant de la *Neue freie Presse*, n'ont pas eu d'importance pratique, par l'organisation de l'armée des honvéds, mais leur importance politique a été d'autant plus considérable. La fraction conservatrice vient de s'éloigner encore davantage du parti Dók. Disons plus : elle a rompu à jamais avec la gauche. »

France.

On croit, dit le *Temps*, que les vacances de l'Assemblée commenceront le 30 mars pour finir le 27 avril ou le 4 mai, suivant la date de l'ouverture des sessions des conseils généraux.

« Le 7 mars, dans la journée, le sieur X..., pêcheur, se disposait à jeter ses filets à la pointe de l'île de la Grande-Jatte, quand il aperçut à quelques mètres de lui un cadavre retenu presque à la surface de l'eau par la branche d'un arbre plongeant dans la Seine. Le pêcheur s'empressa d'informer le commissaire de police de la circonscription de Neuilly, qui se transporta aussitôt sur les lieux, en compagnie d'un médecin, pour procéder aux informations nécessaires. »

« Ce magistrat a constaté que le cadavre était celui d'un homme de cinquante-cinq à soixante ans, de taille élevée et vêtu avec une certaine élégance. L'examen médical a fait découvrir sur le corps du défunt deux larges blessures faites au cou et au front à l'aide d'un instrument tranchant ; la carotide avait été entièrement coupée, et au-dessous de l'omoplate gauche on remarquait une large tache noire qui paraissait être le résultat d'un coup assésé avec violence. »

Dans les vêtements, on a trouvé deux rubans de la Légion d'honneur, une carte de circulation de Paris à Versailles et deux cartes de visite au nom de M. Pourtel, commandant dans l'armée de Versailles. On a lieu de supposer que M. Pourtel a été assassiné par des voleurs, qui, après l'avoir dépouillé de son argent et de ses bijoux, l'auront jeté à l'eau en laissant par précaution sur lui les cartes nominatives, dont la possession aurait pu les compromettre. »

La justice, saisie de ce crime mystérieux, a ouvert immédiatement une enquête qui se poursuit avec activité. (*Gazette des Tribunaux*.)

Paris-Journal ajoute de son côté que l'on est très-ému à Paris de cette mort et que le gouverneur de la capitale vient de demander au préfet de police un rapport circonstancié sur cet événement.

NÉCROLOGIE. — Le docteur Lemaire, qui a fait sur l'acide phénique de magnifiques découvertes, vient de mourir.

Le docteur Lemaire est mort pauvre, presque dans la misère, dit *Paris-Journal*, mais il laisse un nom illustre dans la science.

Grande-Bretagne.

On joignait depuis quelque temps à Londres, avec un grand succès, une pièce aristocratique, intitulée *Happy Land*, dans laquelle étaient mis en scène trois ministres, MM. Gladstone, Lowe et Ayrton, saisis sur le vif et admirablement imités par les acteurs. Il y a un moment dans la pièce où les trois personnages dansent un cancan échevelé. Le lord chambellan, qui est le censeur du théâtre en Angleterre, vient d'interdire la représentation de cette comédie, et le théâtre a été fermé pendant deux jours. Un compromis est ensuite intervenu. On continuera de jouer la pièce, mais en supprimant les masques et le cancan. Une interpellation est annoncée à la Chambre des Communes, à propos de l'interdiction du lord chambellan.

« Les partisans de Don Carlos en Angleterre mettent tout en œuvre pour procurer à leur cause les ressources financières dont elle a manqué jusqu'ici. On assure que l'aristocratie anglaise souscrit sous main pour des sommes considérables. »

« Par suite de la cherté du charbon de terre en Angleterre, les habitants du comté de Kent ont recouru à un moyen économique de se procurer du chauffage : ils mêlent au charbon 30 0/0 de chaux ; cette combinaison réussit la plupart du temps, on l'a vu obtenir un grand feu. »

« La maison Peter Lawson et fils établie à Londres depuis vingt ans, et qui existait à Edimbourg depuis plus d'un siècle, a suspendu ses paiements. On estime le passif à 15 ou 18 millions de francs. »

« La police d'Angleterre recherche en ce moment l'ex-chef d'une des maisons de commerce les plus considérables de la Cité, qui a suspendu récemment ses paiements avec un passif d'un million et quart de livres, soit d'environ trente millions de francs. M. Joseph-Lizardi était en outre accusé d'avoir emprunté une somme de douze mille livres à la maison de banque Glynn, Mills, Currie et Co, en donnant pour garantie un comblement sur lequel une somme d'argent avait déjà été avancée par cette maison. Ce dernier fait avait eu pour conséquence l'arrestation de M. de Lizardi, qui fut ensuite, pendant l'instruction préliminaire, remis en liberté par ordre du lord-maire, acceptant pour garantie de sa comparution future devant la justice, la caution de deux amis qui s'engageaient chacun pour six mille livres. Depuis lors M. de Lizardi est introuvable MM. Glynn, Mills, Currie et Co promettent une récompense de 250 livres à celui qui fera retrouver les traces du fugitif, outre que les deux cautions, qui perdent chacune cent vingt mille francs à la suite du délinquant, promettent une récompense supplémentaire de deux mille cinq cents francs chacune. »

« Depuis la disparition de M. de Lizardi, la justice a reçu contre lui une plainte nouvelle du chef de faux. »

« Il n'y a que peu de temps que ce millionnaire, en apparence, menait à Londres un train de grand seigneur. Il avait, dans la Cité, une maison de commerce indépendante de son hôtel, qui se trouvait à Lancaster Gate, où il avait une demi-douzaine de chevaux. Comme il est un sujet espagnol on craint fort qu'il n'ait quitté le pays. »

Italie.

« Le roi Amédée est arrivé à Gènes le 8 mars au soir. Il est reparti immédiatement pour Turin. »

Espagne.

Madrid, 8 mars. — Le rapport de la commission, relatif à la dissolution de l'Assemblée, conclut au rejet du projet. M. Rivero, membre de la commission, a présenté un amendement reproduisant le projet du gouvernement avec des modifications.

« Le gouvernement, désirant avant tout assurer la tranquillité publique, se soumettra à la décision de l'Assemblée ; mais si le projet n'est pas approuvé dans ses bases essentielles, il est résolu à remettre le pouvoir à l'Assemblée. »

« Du soir. — Les Cortès ont pris en considération la proposition fixant le jour des nouvelles élections et la réunion de la Constitution. »

« Le président de la Chambre, en descendant de son siège, a prononcé un discours patriotique disant qu'il n'opposait aucun obstacle à la politique du gouvernement et aucune résistance à la dissolution de l'Assemblée et à la convocation d'une Constituante. »

« Le président du pouvoir exécutif a prononcé un autre discours très important, soutenant la politique de conciliation entre tous les éléments libéraux et engageant chaleureusement tous les partis conservateurs à avoir confiance dans la République. »

« En apprenant le résultat du vote, la grande foule qui attendait anxieusement aux abords du palais législatif a acclamé chaleureusement la République espagnole. »

« La plus parfaite tranquillité règne à Madrid. »

« Le *Diario*, de Barcelone, du 7 courant donne les détails suivants sur l'agitation qui avait régné la veille dans la capitale catalane : « Hier, à une heure et demie de l'après-midi, on a commencé à remarquer ici quelques symptômes d'inquiétude et d'alarme, et à deux heures quelques minutes des groupes nombreux s'étaient formés sur la place de

ses ; les avocats et procureurs se sont retirés. Toute cette émotion venait des clameurs proférées par les soldats des bataillons guides et volontaires de la république qui avaient repoussé les officiers qu'on leur avait présentés. Alors arrivèrent des compagnies de bourgeois qui occupèrent l'entrée de l'hôtel de ville. Les adjoints des alcaides s'empresèrent d'aller en voiture calmer l'effervescence qui s'était manifestée. Dans la soirée, les bourgeois ont continué d'occuper le rez-de-chaussée de l'hôtel de ville. Tous les quartiers, du reste, étaient tranquilles.

Le *Diario* publie la proclamation suivante, adressée par l'alcade populaire (maire) de Barcelone aux habitants de cette capitale :

« Barcelonnais !
« Les alarmantes nouvelles qui ont commencé à circuler ici dans les dernières heures de la nuit d'hier, relativement à de graves événements qu'on supposait avoir eu lieu à Madrid à l'occasion des difficultés qu'on y aurait éprouvées à faire approuver le projet de loi pour la dissolution de l'Assemblée Nationale, ont produit ici une telle effervescence, que les autorités municipales ont été dans l'obligation de prendre différentes mesures de précaution pour assurer la tranquillité publique et maintenir l'ordre dans la ville.

« La spontanéité et l'empressement avec lesquels les volontaires de la république ont répondu à l'appel de l'autorité légitime, d'une manière évidente, de la résolution et de l'enthousiasme des citoyens et du peuple en général, à soutenir l'ordre et à réprimer avec énergie tous écarts, tous troubles, tendant à arrêter le mouvement glorieux et paisible de la république, qui ne pourra jamais être renversée, ici du moins, par ses ennemis.

« Barcelonnais !
« Ces nouvelles inquiétantes sont démenties de la manière la plus positive et la plus absolue. Votre premier magistrat municipal croit devoir vous donner maintenant le conseil de vous retirer pour aller prendre quelque repos dans vos foyers et d'avoir confiance dans vos autorités locales ; soyez persuadés qu'ils veillent et veilleront sans cesse afin de prévenir toute attaque contre le pouvoir exécutif de la nation ; que si quelque chose se tramait contre lui, vos magistrats municipaux auraient hâte de vous appeler à leurs côtés pour les aider à réprimer les désordres et punir quiconque voudrait s'opposer à la république, instituée en Espagne par la volonté de la nation souveraine.

« Vive la république démocratique fédérale !
« Barcelone, le 5 mars.

Le même journal publie la note officielle suivante :

« Capitainerie générale de Catalogne.

« Les compagnies volontaires d'Ager et de Camarasa commissionnées par le brigadier Ardan, ont atteint hier la bande carliste à Alos de Balaguer. Après un échange de quelques coups de feu, celle-ci a été attaquée à la baïonnette par les volontaires, qui lui ont tué cinq hommes restés sur le carreau et fait plusieurs prisonniers, dont deux cabellais, Areni, de Lérica, et un bijoutier de Balaguer.

« Barcelone, 6 mars.

« Le colonel chef d'état-major, « Rafael Assin.

On lit dans la *Imprenta*, de Barcelone, du 5 courant :

« La colonne expéditionnaire qui était partie de Martorell a refusé, à peine arrivée à Esparraguera, de continuer à marcher.
« On nous assure que le commandant des bataillons mobilisés des volontaires de la république va être confié à M. Martí, connu sous le sobriquet du « *Chich de la Barraqueta* ». Il est aussi question de confier le commandement d'autres bataillons, qui sont maintenant en voie d'organisation, aux républicains bien connus, Ballardà et Jubany.

« Barcelone, 6 mars.

« Le colonel chef d'état-major, « Rafael Assin.

On lit dans la *Imprenta*, de Barcelone, du 5 courant :

« La colonne expéditionnaire qui était partie de Martorell a refusé, à peine arrivée à Esparraguera, de continuer à marcher.
« On nous assure que le commandant des bataillons mobilisés des volontaires de la république va être confié à M. Martí, connu sous le sobriquet du « *Chich de la Barraqueta* ». Il est aussi question de confier le commandement d'autres bataillons, qui sont maintenant en voie d'organisation, aux républicains bien connus, Ballardà et Jubany.

« Barcelone, 6 mars.

« Le colonel chef d'état-major, « Rafael Assin.

ministres. Le grand-vizir devient ainsi le centre où convergent toutes les affaires importantes de la politique extérieure et intérieure, et d'où émanent tous les ordres et toutes les dispositions gouvernementales.

On comprend dès lors la portée du rôle que le grand-vizir est appelé à jouer au milieu des autres ministres ottomans, ainsi que l'étendue de son pouvoir, les connaissances requises pour ce poste et l'activité qu'il faut y déployer.

Une longue expérience a démontré tous les côtés défectueux d'un pareil système gouvernemental, dans lequel les autres ministres, quant à leur action et leur participation aux affaires, étaient réduits au rôle de simples rapporteurs et exécutants des ordres du sultan et du grand-vizir. A mesure que la Turquie s'initiait au progrès, en modifiant ses anciennes institutions, on a senti l'urgence de restreindre le cercle d'activité du grand-vizir et d'élargir celui des autres ministres. Mais comme une pareille réforme ne pouvait s'opérer qu'au détriment du pouvoir du grand-vizir, il est tout naturel que tous les titulaires de ce poste tenaient beaucoup à ce qu'elle fût différée autant que possible. D'un autre côté, l'initiative de cette réforme ne pouvait émaner que du sultan lui-même.

Or, il paraît que le grand-vizir actuel se trouve, en ce moment, sous le coup de la réforme tant désirée, parce que le sultan lui a exprimé dernièrement son intention de le décharger d'une partie de ses fonctions, en travaillant directement avec quelques-uns de ses ministres.

Et, en effet, les ministres de la guerre, de la marine, des finances et des travaux publics, ont déjà été appelés à tour de rôle au palais pour faire à Sa Majesté des rapports sur les affaires courantes de leurs départements respectifs. Ces ministres ont reçu, en même temps, l'ordre de présenter désormais au sultan tous les rapports sur les affaires importantes et de solliciter les instructions de Sa Majesté directement, sans l'intermédiaire du grand-vizir. Le sultan a motivé cette innovation par son désir de prendre une part plus active aux affaires de l'administration intérieure, auxquelles il se sent déjà suffisamment initié pour pouvoir s'en occuper personnellement.

Tout en accueillant avec transport cette résolution de Sa Majesté, qui pourra donner une nouvelle impulsion à la haute administration, le public craint pourtant que le sultan ne se fatigue de l'excès de travail qu'il s'impose volontairement. Dans tous les cas, Sa Majesté prenne en mains la haute gestion des affaires gouvernementales ou qu'elle l'abandonne plus tard aux soins des ministres, la position du grand-vizir en devient très délicate. Sa participation aux affaires devra se borner au rôle de simple ministre de l'intérieur et de rapporteur direct du ministère des affaires étrangères, parce que Khaili-Chérif-Pacha, qui dirige ce département, est exclu du nombre des ministres qui ont reçu le droit de présenter leurs rapports directement au souverain, sans l'intermédiaire du grand-vizir. Dans ces conditions, on considère la position d'Essad-Pacha comme très précaire et on croit généralement que lorsqu'il sera relevé des hautes fonctions de grand-vizir, il n'aura pas de successeur immédiat.

A la suite d'une indisposition de Khaili-Chérif-Pacha, on avait répandu le bruit qu'il se retirerait à donner sa démission, mais cette nouvelle a été démentie par le journal *Bizansis*, lequel a affirmé que le ministre des affaires étrangères n'avait nullement songé à se retirer, vu qu'une parfaite entente s'était établie entre lui et le chef actuel du cabinet (1). Du reste l'éventualité de la démission de Khaili-Chérif-Pacha nous semble très douteuse, parce que ce ministre est fortement appuyé par quelques représentants des puissances étrangères, et surtout par l'ambassadeur d'Angleterre, avec lequel Khaili-Chérif-Pacha entretient les relations les plus intimes et les plus amicales.

La commission de délégués des différentes ambassades et légations chargée d'examiner

(1) Voir notre dépêche de Constantinople.

quelques points litigieux sur la question des juridictions en Egypte, a terminé ses travaux. Les délégués ont présenté à leurs ambassades et légations respectives un rapport identique sur le résultat de leurs délibérations ainsi que les protocoles des séances. Autant que nous sachions, il a été décidé que la juridiction criminelle concernant les étrangers serait entièrement réservée aux autorités consulaires et que quelques exceptions à cette règle seraient admises pour assurer le fonctionnement régulier des tribunaux civils égyptiens. Ces concessions ont été entourées toutefois de plus larges garanties, que le gouvernement du khédive a consenti à accorder. Dans l'état actuel de la question il ne reste qu'à demander l'adhésion des différents gouvernements européens aux propositions de la commission.

Le ministre égyptien des affaires étrangères, Nubar-Pacha, s'appareille à quitter Constantinople, après avoir pris les dispositions nécessaires pour assurer cette adhésion. Il prétend que les nouveaux tribunaux civils pourront être installés dans deux ou trois mois.

D'après des correspondances de Jérusalem publiées par les journaux de Constantinople, la position du nouveau patriarche, M^r Procope, devient très précaire. La communauté arabe de Palestine refuse obstinément de reconnaître M^r Procope en qualité de patriarche, sous le prétexte qu'elle n'a pas été invitée par les prêtres du couvent grec à prendre part à son élection. Tous les moyens ont été mis en œuvre par le clergé grec de la Palestine pour prouver aux Arabes que leur refus était sans valeur en présence du bérat du sultan délivré à M^r Procope, mais rien n'a pu vaincre leur résistance.

Les membres de la députation du synode de Jérusalem, parmi lesquels se trouvent quelques ennemis personnels de l'ex-patriarche, prétendent que ce serait M^r Cyrille lui-même qui entreprendrait cette agitation parmi la population arabe. Ils sont même allés jusqu'à vouloir démontrer à la Porte l'urgence d'éloigner M^r Cyrille de Constantinople, pour prévenir toute tentative de sa part de reconquérir le siège patriarcal.

On dit que le patriarche oecuménique a fait une démarche dans le même sens auprès des ministres ottomans, mais la Porte, lasse des obsessions continuelles du clergé grec, s'est abstenue de donner suite à cette réclamation et a laissé M^r Cyrille séjourner ici, en l'invitant seulement à se tenir tranquille.

Quant à la députation qui était venue à Constantinople pour plaider la cause de la communauté arabe de Jérusalem dans l'affaire de M^r Cyrille, elle a été congédiée par le nouveau grand-vizir, qui lui a fait comprendre que dans l'état actuel des choses la Porte ne pouvait retirer le bérat au patriarche nouvellement élu, et que, par conséquent, sa plainte ne pouvait être prise en considération.

Dans l'affaire gréco-bulgare il nous semble que la Porte a pris la décision de ne pas changer le firman accordé par le sultan aux Bulgares, mais, par contre, pour ne pas forcer les Grecs qui résident dans les éparques bulgares à se soumettre au clergé bulgare, qu'ils considèrent comme schismatique, — elle aurait pris le parti d'autoriser le patriarche à envoyer des évêques dans toutes les éparques où se trouverait une population grecque.

Amérique.

On lit dans le *Courrier des Etats-Unis* :
« Nous ne saurions bientôt plus à qui entendre avec tous les comités qui fonctionnent en ce moment au profit de la morale publique. On ne trouvera bientôt plus assez de représentants ou de sénateurs impeccables, ou réputés tels, pour faire des enquêtes sur les faits et gestes de leurs pairs. La situation est parfaitement résumée dans cette déclaration cynique de M. Oakes Ames, avec l'esprit qui régit, « il ne pouvait pas espérer que les membres du Congrès prissent un intérêt public dans ses spéculations alors qu'ils n'y avaient pas un intérêt personnel ».

« Il y a là toute une révélation, et le pire c'est qu'on est forcé de la considérer comme l'expression d'une situation vraie, en voyant des vice-présidents des Etats-Unis, des sé-

nateurs, des représentants et des dignitaires de tous les degrés mordre à l'hameçon offert à leur cupidité. Et tel est malheureusement le cours des choses, non pas seulement à Washington, non pas à Albany, mais partout, dans le Kansas, dans la Caroline du Sud, en Louisiane, dans le Missouri et dans mille autres lieux, — sans parler, bien entendu, de notre bienheureuse ville de New-York, dont le vénérable maire, M. Havemeyer, ne craignait pas de dire, en parlant du parti républicain, qu'il est « conduit, administré et influencé par une coterie dont les membres jouent et tripotent la nuit à se voler mutuellement, et intriguent le jour à voler le peuple ».

« Nous parlions tout à l'heure des encombrables comités qui fonctionnent à l'occasion des actes de fraude et de corruption qui ont depuis quelque temps apparus au grand jour de la publicité. A tous ces comités il faut ajouter le comité du *Stock Exchange*, chargé de faire une enquête sur des faits dans lesquels est gravement impliquée la responsabilité d'un juge de district des Etats-Unis et d'un secrétaire du comité des voles et moies, — à propos d'une loi ayant pour objet une question d'impôt, dont l'abolition par le Congrès a coûté des sommes relativement considérables.

« Le juge Poland a enfin soumis hier à la Chambre des Représentants son rapport sur les résultats de l'enquête concernant les tripoteurs du « *Credit mobilier* ». Les galeries étaient surchargées de spectateurs et les couloirs étaient encombrés. Ainsi que le bruit en avait couru ces jours passés, le comité d'enquête a choisi deux victimes et les a immolées en expiation des crimes de la « *tribune d'Israël* ». Ces deux émissaires sont MM. Oakes Ames et James Brooks, dont le mandat d'expulsion, moyennant quoi il sera fait pleine et entière remise de leurs péchés aux Kelly, aux Dawes, aux Garfield, et même aux Colfax, reconnus blancs comme l'agneau pascal, grâce à ce procédé de rédemption.

« Il est vrai que MM. Oakes Ames et James Brooks sont des deux seuls démocrates de la bande, ce qui ne pouvait manquer de les transformer en « bêtes noires ». Reste à savoir si la Chambre sanctionnera l'expulsion, en conclusion de son auteur, — ce qui n'est pas improbable. En faisant ainsi, la Chambre ajoutera un nouvel enseignement au code de moralité à l'usage des politiciens, lequel enseignement pourra se formuler ainsi : « Il n'y a en politique que des crimes relatifs ; un acte est criminel ou innocent suivant le parti auquel appartient son auteur. » C'est ainsi que se forment les consciences et que s'épurent les mœurs républicaines — en Amérique.

« Voici le texte des conclusions du rapport :

« 1^{er} Attendu que M. Oakes Ames, représentant à cette Chambre pour l'Etat du Massachusetts, s'est rendu coupable de vente à des membres du Congrès d'actions du *Credit mobilier* à l'insu et au profit de la *tribune d'Israël*, et de livrer à M. Charles H. Nelson, pour l'usage et le bénéfice dudit M. Brooks, cinquante actions de ladite compagnie, à un prix de beaucoup au-dessous de sa valeur réelle, sachant que ces actions étaient émises et livrées en vue d'influencer le vote et la décision dudit Brooks comme membre de la Chambre dans des matières devant être portées devant le Congrès ; et, en outre, en vue d'influencer l'action dudit Brooks comme directeur du gouvernement près la Compagnie du chemin de fer Union Pacific.

« Résolu que M. James Brooks sera et est par le présent expulsé de son siège comme membre de cette Chambre.
« 2^e Attendu que M. James Brooks, représentant à cette Chambre pour l'Etat de New-York, a fait émettre par le *Credit mobilier* et délivrer à M. Charles H. Nelson, pour l'usage et le bénéfice dudit M. Brooks, cinquante actions de ladite compagnie, à un prix de beaucoup au-dessous de sa valeur réelle, sachant que ces actions étaient émises et livrées en vue d'influencer le vote et la décision dudit Brooks comme membre de la Chambre dans des matières devant être portées devant le Congrès ; et, en outre, en vue d'influencer l'action dudit Brooks comme directeur du gouvernement près la Compagnie du chemin de fer Union Pacific.

« Résolu que M. James Brooks sera et est par le présent expulsé de son siège comme membre de cette Chambre.

« Le télégraphe transatlantique a annoncé il y a quelques jours, l'adoption des conclusions du rapport.

Asie.

Le premier recensement de l'île de Ceylan a eu lieu en mars 1871. La population de l'île était alors de 2,406,000 habitants (1,286,000 du sexe masculin et 1,120,000 du sexe féminin). Elle se décomposait, en outre, en 1 million 670,000 Cingalais, environ 52,000 Tamils, 160,000 « Moormen » descendants des Arabes,

6,800 Malais (appartenant comme les Moormen à la religion mahométane). Ces quatre divisions donnaient un total de 2,379,000 habitants, en laissant 27,000 seulement appartenant aux autres races et aux autres classes. Quelques milliers se composent d'Afghans, d'Arméniens, de Bengalis, de Cafres, de Chinois, de Waris et de Sikhs. Les descendants européens des Hollandais, des Portugais, et ceux d'extraction anglaise ne représentent que 9,000 individus, mais il n'y a guère plus de 4,500 habitants à l'exception des militaires) purement Européens, comprenant des Anglais, des Ecosais, des Irlandais, etc.

DERNIERES NOUVELLES.

FRANCE.
On écrit de Versailles, le 10 mars, à midi, à l'Agence Havas :

« Les indications de quelques journaux étrangers tendant à faire considérer comme tout à fait imminente la libération du territoire sont inexacts. Il n'est pas probable que l'évacuation puisse avoir lieu avant le mois de septembre, et encore en faisant abstraction de Belfort, que la Prusse paraît décidée à ne remettre qu'après le paiement intégral des 5 milliards.

« Les pourparlers en vue de l'évacuation sont conduits directement ici entre M. Thiers et le comte d'Armin, et ils ne prendront un caractère officiel qu'après le paiement du quatrième milliard, qui sera terminé en mai ou en juin.

ITALIE.
Turin, 9 mars, soir. — Le roi d'Espagne Amédée et sa famille sont arrivés. Leur approche a été saluée par des salves d'artillerie. Ils ont été reçus à la gare par les princes Humbert et de Savoie-Carignan, les autorités, beaucoup de personnages marquants, la garde nationale, la troupe et une foule immense. Ils ont ensuite parcourus rues sous une pluie de fleurs et ont été l'objet d'ovations jusqu'au palais.

Rome, 9 mars, soir. — Le roi Victor-Emmanuel est arrivé à Rome. Il part demain pour Florence.

M. Lanza, président du conseil, est parti pour Turin.

Le sénateur Raphaël Lambruschini est mort à Florence le 9 mars.

DERNIERES DÉPÊCHES.

AGENCE INTERNATIONALE.

Bruxelles, jeudi 13 mars, au soir.

La Chambre des Représentants ayant continué aujourd'hui les débats sur le chemin de fer du Luxembourg, les amendements présentés par MM. Frère-Orban et Demeur et combattus par le gouvernement ont été rejetés à la majorité de 74 voix contre 32, après quoi l'art. 1^{er} du projet a été adopté.

BOURSE DE BERLIN DU 13 MARS.

Cours du change.
A 3 semaines sur St-Petersbourg, 97 3/8 pour 100 p.
A 3 mois sur St-Petersbourg, 97 7/8 pour 100 p.
Emprunt russe de 1862 91 1/2.
Emprunt russe de 1869 91 3/8.
Obligations consolidées de 1870 91 7/8.
1^{er} emprunt à lots et primes 123 3/4.
2^e emprunt à lots et primes 123 3/4.
3^e emprunt (1854) 76 1/8.
4^e emprunt (1855) 93 1/4.
Obligations de la Grande Société des chemins de fer 77 1/2.
Actions de la Grande Société des chemins de fer 74 1/2.
Oblig. de la Société du chemin de fer Koursk-Kiew, 80 3/8.

DÉPÊCHE DE L'INTERIEUR.

BOURSE DE RIGA DU 1^{er} MARS.
Cours du change sur Londres, à trois mois 82 1/16 vend. 32 7/8, 32 15/16 ach.
Cours du change sur Hambourg, à trois mois 27 1/2 vend. 27 3/4 ach.

Faits divers.

Le 27 février, à cinq heures du matin, les locataires de la maison du boulevard de Courcelles, n° 84, étaient réveillés en sursaut par un bruit sourd de piétements paraissant venir d'une des chambres du second étage, habitée par la femme Jugiano. A ce bruit, s'ajoutant par intervalles celui de meubles renversés.

Les voisins, qui peu à peu s'étaient levés et étaient sortis sur le palier pour savoir ce qui se passait, ne tardèrent pas à se convaincre qu'une lutte était engagée dans la chambre

de la femme Jugiano. Un cri terrible, qui retentit tout à coup, les décida à intervenir. Il devenait évident qu'un drame était en train de s'accomplir dans la maison.

Pendant que le concierge allait chercher le commissaire de police, quelques locataires plus hardis que les autres, se précipitèrent au second étage et enfoncèrent la porte de la chambre, où un spectacle inattendu les attendait.

Dans cette chambre, plongée dans une obscurité complète, deux femmes armées de couteaux et couvertes de sang se battaient avec rage. Il devait y avoir un certain temps déjà que le combat durait, car la chambre bouleversée était jonchée de débris de meubles et autres. Une lampe renversée et éteinte attestait que la lutte avait commencé à la lumière et s'était continuée dans les ténèbres.

On eut toutes les peines du monde à séparer ces deux furies et à les désarmer.

Un médecin, qu'on avait été chercher, constata que la femme Jugiano avait reçu de nombreuses blessures au bras, à la poitrine et au cou, mais aucune n'était dangereuse. Quant à son adversaire, nommée Marguerite Guillemain, elle était gravement blessée à la tête, et son état était des plus graves. Elle a été transportée et admise d'urgence à l'hôpital Beaujon.

La cause de ce duel sauvage paraît être la jalousie. La femme Jugiano entretenait, dit-on, des relations avec un individu nommé Antoine Juglin, lequel avait également pour maîtresse Marguerite Guillemain. Celle-ci, se doutant que son amant la trompait, l'avait suivie et avait réussi à s'introduire chez sa rivale. Une explication en était résultée, explication qui avait bientôt dégénéré en lutte.

Nous ne donnons, bien entendu, ces derniers détails que sous réserve ; ce sont les bruits du quartier que nous rapportons.

Le plus horrible, c'est que le duel des deux femmes a eu pour témoin le prétendu amant, le nommé Juglin, qui n'a trouvé tapi dans un coin de la chambre quand on y est entré.

Juglin a été mis en état d'arrestation. Il aura à s'expliquer devant la justice sous les motifs de sa présence dans la chambre de la femme Jugiano, et sur les causes qui ont amené cet épouvantable combat à coups de couteau.

(Paris-Journal.)

Bulletin météorologique.

DE L'OBSERVATOIRE PHYSIQUE CENTRAL DE ST-PÉTERSBOURG.

Jeudi 1^{er} (13) mars.

Lieux.	Baromètre à 0 m. m.	État de la mer.	Température à 0 m. m.	État de la mer.	Humidité relative.	Quantité de pluie.	Direction et force du vent.
Petersb.	744.6	— 13.9	— 1.0	4.4	98	10	E 1
7 h. m. suv.	748.5	— 9.8	— 10.7	— 3.3	80	10	NE 2
1 h. ap. m.	751.8	— 7.2	— 9.6	— 6.1	71	2	NE 1

Depuis hier 1 h. après-midi — 2.3 millimètres de neige.

Du 11 (23) février.

Nerchinsk 712 + 4 — 25 0 3 0

Du 28 février (12 mars).

Arkhangel 750 — 3 — 25 16 8 NE 3 1

Riga 739 — 19 + 4 100 10 S 1 2

Kiew 755 — 9 + 7 3 0 0

Hier neige. Hier et nuit neige. Brouillard.

Du 1^{er} (13) mars.

Arkhangel 750 — 3 — 25 16 8 NE 3 1

Uleaborg 757 + 2 — 25 17 0 N 1

Nicolaïev 755 — 2 — 25 17 0 N 1

Kiew 746 — 2 — 25 17 0 N 1

Lemberg 742 — 8 — 25 17 0 N 1

Helsingfors 748 — 9 — 11 3 10 E 2 3

Petersb. 748 — 10 — 11 3 80 10 NE 2 3

Réval 746 — 5 — 11 3 80 10 NE 2 3

Voroneï 740 — 14 — 11 3 80 10 NE 2 3

Windau 743 — 13 + 0 5 10 0 2 3

Vilna 736 — 16 + 11 3 96 10 0 2

Varsovie 738 — 11 — 3 5 96 10 0 2

Kiew 740 — 3 — 6 5 96 10 0 2

Odessa 753 — 3 + 6 5 96 10 0 2

Nicolaïev 758 — 3 + 2 2 91 10 SE 3

Sébastopol 756 0 + 3 1 85 4 E 2

Khar'kov 746 — 2 — 2 100 — 0 2

Moscou 746 — 1 — 18 — 9 88 10 S 5

Kazan 740 + 2 — 26 15 86 0 0 10

Catherinbourg 756 — 23 — 12 83 0 0

Riga 743 — 15 + 4 5 95 10 S 2

Irbit 761 — 21 — 86 7 20 0 1

Kertch 769 0 — 1 95 2 0 11

Hier neige. Neige. Idem. Neige, chasse-neige. Hier, nuit et matin neige. Hier pluie. Brouillard. Hier et matin neige. Brouillard. Hier et matin brouillard.

ÉTAT GÉNÉRAL DE L'ATMOSPHÈRE.

Le minimum barométrique se trouve aujourd'hui près de Vilna ; il se dirige vers le Sud-Est. Autour du centre de la dépression les vents sont faibles et variables ; les temps sont doux et brumeux. En Finlande et au Nord de la Russie s'est établi un grand froid ; les vents y continuent à souffler du Nord et du Nord-Est ; sur la Russie centrale et orientale le temps est devenu plus doux.

THÉÂTRE BOUFFE. — 2 mars. — Soirée musicale. (7 1/2 h.)

THÉÂTRE KERO. 7 1/2 h. Tous les jours représentation musicale, française et russe.

CHŒUR KERO. — Représentations tous les jours et début du phénomène surprenant connu sous le nom de « Rossignol à deux têtes » seulement jusqu'au 10 (22) mars.

Sudébyia obzavleniia.

Конкурсное управление, учрежденное по докладу полковника Александра Алексеевича Кириева и штабс-ротмистра Николая Алексеевича Кириева, подпадающего под С.-Петербург, Литовской части, по Литовскому проспекту, дом № 43, объявляет бывшему полковнику Витовской губернии, Лопатинскому уезда, Владиславу Марьяновичу Улановскому, жителю сего города, неизвестно, что заявленная им претензия на не состоятельную должницу Кириевых в 4,000 р., недоплату на купеческой ярмарке за купчую Шенлибам, исключена из счета дол-

гов, за предъявлением этой претензии от другого лица.

Конкурсное управление, учрежденное по докладу полковника Александра Алексеевича Кириева и штабс-ротмистра Николая Алексеевича Кириева, подпадающего под С.-Петербург, Литовской части, по Литовскому проспекту, дом № 43, объявляет бывшему полковнику Витовской губернии, Лопатинскому уезда, Владиславу Марьяновичу Улановскому, жителю сего города, неизвестно, что заявленная им претензия на не состоятельную должницу Кириевых в 4,000 р., недоплату на купеческой ярмарке за купчую Шенлибам, исключена из счета дол-

гов, за предъявлением этой претензии от другого лица.

Конкурсное управление, учрежденное по докладу полковника Александра Алексеевича Кириева и штабс-ротмистра Николая Алексеевича Кириева, подпадающего под С.-Петербург, Литовской части, по Литовскому проспекту, дом № 43, объявляет бывшему полковнику Витовской губернии, Лопатинскому уезда, Владиславу Марьяновичу Улановскому, жителю сего города, неизвестно, что заявленная им претензия на не состоятельную должницу Кириевых в 4,000 р., недоплату на купеческой ярмарке за купчую Шенлибам, исключена из счета дол-

гов, за предъявлением этой претензии от другого лица.

Конкурсное управление, учрежденное по докладу полковника Александра Алексеевича Кириева и штабс-ротмистра Николая Алексеевича Кириева, подпадающего под С.-Петербург, Литовской части, по Литовскому проспекту, дом № 43, объявляет бывшему полковнику Витовской губернии, Лопатинскому уезда, Владиславу Марьяновичу Улановскому, жителю сего города, неизвестно, что заявленная им претензия на не состоятельную должницу Кириевых в 4,000 р., недоплату на купеческой ярмарке за купчую Шенлибам, исключена из счета дол-

гов, за предъявлением этой претензии от другого лица.

Конкурсное управление, учрежденное по докладу полковника Александра Алексеевича Кириева и штабс-ротмистра Николая Алексеевича Кириева, подпадающего под С.-Петербург, Литовской части, по Литовскому проспекту, дом № 43, объявляет бывшему полковнику Витовской губернии, Лопатинскому уезда,

LA MAISON BASTIDE

se faire dans un très-court délai, toutes les marchandises seront cédées à des prix extrêmement bas. — Le 5 mars commencera la vente au rabais. — Du 5 au 10 mars il ne sera essentiellement vendu que les articles pour enfants, bébés et nouveaux-nés.

Brassières en toile et en Piqué.
Culottes en toile et en flanelle.
Ceintures en flanelle piqué et Anglaises.
Bavettes Piqué unies et garnies.
Couches en toile.
Langes et couvre-langes piqué et flanelle.
Porte-bébés piqué garnis broderies.
Chemises et Robes de nuit.
» de baptême.

Chemises pour fillettes.
Bonnetts de baptême.
Grand assortiment de bonnetts linge.
Pelisses piqué unies et garnies.
» en Cachemire unies et brodées.
Jupons percale simples et garnis.
» de flanelle.
Pantalons simples et garnis.
Tabliers.

Corsets.
Cols marin.
Corsages Nansouk et Mousseline.
Draps simples et garnis.
Taies.
Couvertures laine et soie.
» de baptême en batiste garnies valenciennes.
Costume laine et fantaisie.
Grand assortiment de Paletots et Manteaux.

Tous les objets qui composent une layette se vendant séparément, peuvent servir de modèles et rendre ainsi de grands services aux personnes qui désirent s'occuper elles-mêmes de la confection de ces objets. — En même temps seront vendues toutes les fournitures pour layettes :

Flanelles, Basins.
Piqué sec et Piqué moelleux.

Oeil anglais.
Toiles Batistes et percales.

Le 12 mars commencera la liquidation des lingeeries pour dames, trousseaux complets.

A LOUER un appartement confortablement meublé, escalier et entrée séparés. S'adresser Kirpitschny péroulok, au coin du canal de la Moika, maison n° 7, logement n° 21. 571

A LOUER un appartement au bel étage, 1 salon, 2 chambres et cuisine, très convenable pour un comptoir. S'adresser Grande rue des Ecuries, près de la perspective Nevsky, n° de l'église St-Pierre, log. 13.

A VENDRE une voiture et deux drojks, l'un avec capote, l'autre sans, trainaux, charabancs à 2 et 4 places, harnais et habits de cocher. Le tout à bon marché. Grande Sadovaya, en face du Gostinoy Dvor, 18; s'adr. au magasin chimique. 591

50 dans la cour du marché
Aprazine, près l'école Kom-
missarov. 50
PRIMEURS
Salades romaine, laitue, chicorée, asperges, concombres, choux-fleurs, choux de Bruxelles, artichauts.

MARÉE.
Turbot, soles, raies, homards, moules, huîtres et autres.

CHARCUTERIE ET FROMAGES
reçu de PARIS. Saucissons de Lyon, Arles, de Bayonne. Fromages véritables Brie, Neuchâtel, Camembert et Roquefort.

INCESSAMENT
Jambons de Bayonne et de Westphalie.
N.B. Stimulé par le bienveillant appui et la confiance de l'honorable public le propriétaire du magasin fait son possible afin d'avoir continuellement de la marchandise bonne, hors de saison et à des prix modérés, malgré les grands risques et le transport coûteux par train-poste. 587

CIRQUE HINNÉ
PLACE MICHEL.
Aujourd'hui, vendredi 2 mars.

GRANDE REPRÉSENTATION
et 5^{me} début du phénomène surprenant, connu sous le nom de « Rossignol à deux têtes », qui ne restera ici que 7 jours.

On commencera à 7 heures 1/2.
Le prix des places est augmenté.
Demain samedi 3 mars, grande représentation et 6^{me} début du « Rossignol à deux têtes ».
Selon le désir du public j'ai loué un salon à l'hôtel de l'Ermitage (Pont Simonovsky) où l'on pourra voir le « phénomène » les 3, 5, 7, 8, 9 et 10 mars, d'une heure à quatre heures.

Le directeur Ch. Hinné.

BILAN DU CRÉDIT COMMERCIAL DE MOSCOU

au 28 février 1873.

ACTIF.

	R.	C.
Caisse.	41,344	07
Comptes-courants avec les banques privées de Moscou.	756,782	71
Compte d'effets garantis (pour les signataires acceptants).	3,410,915	67
Compte d'effets garantis (pour les endosseurs).	187,743	51
Compte des tireurs de lettres de change.	828,100	87
Effets escomptés par commission.	309,774	95
Compte de traites.	276,351	23
Mobilier et frais d'établissement.	16,917	89
Frais de bureau et d'administration.	23,214	45
Paiements contre lettres de change garanties et protestées.	9,423	67
	5,860,569	02

PASSIF.

	R.	C.
Capital social 1 ^{er} versement 50 0/0.	500,000	00
» 2 ^{me} » 25 0/0.	229,500	00
» 3 ^{me} » 25 0/0.	6,250	00
	735,750	00
Compte de divers.	269,043	36
Total des obligations.	4,746,237	94
Compte d'intérêts.	24,844	19
Compte de commission.	84,693	53
	5,860,569	02

593

M^{me} HÉLÈNE S. VONGL.
Dentiste Américain de New-York, reçoit tous les jours, Petite Morskala, n° 21.
Dents artificielles. — Orifiction des dents. 578

HOTEL VICTORIA
29, Grande rue des Ecuries, 29.

DINER
du vendredi 2 mars
à 2 r.
de 3 à 7 heures.

MENU

Potage Rothschild (Petits pâtés).
Filet de bœuf Godart.
Sterlet à la Daschkévitch.
Choux-fleurs polonoise.
Faisans rôtis (Salade).
Parfait à la Vanille.

Dîners maigres pendant tout le Carême.

L'hôtel se charge des dîners et soupers en ville.



AU THÉÂTRE MICHEL.

Vendredi 2 et samedi 3 mars

GRANDES REPRÉSENTATIONS FANTASTIQUES ET PHYSIQUES

du célèbre magicien magicien professeur BECKER

avec le concours des dames gymnastes nouvellement engagées à Paris :

1) Miss Azella et Miss Rosita, surnommées les phénomènes aériens.

2) Miss Léopoldine Addaker, surnommée l'Etoile du Nord.

3) Une troupe de vélocipédistes composée de quatre dames, sous la direction de M^{re} Ké.

Pour la clôture de la représentation :

Grands tableaux vivants, académiques et mythologiques, par douze dames sous la direction de :

PAOLO BACCHERA de Turin.

Le programme des soirées sera donné par les affiches. On commencera à 7 1/2 heures du soir.

On peut se procurer des billets journalièrement à la caisse du théâtre Michel. 569

LA CHAUDIÈRE INEXPLOSIBLE

HOWARD

construite en tuyaux de fer forgé

qui a obtenu la médaille d'or à l'Exposition polytechnique de Moscou en 1872,

offre les avantages suivants :

Sûreté complète, — une explosion dangereuse étant impossible, — haute pression de la vapeur, jointe à l'économie du combustible, perfection de circulation de l'eau, nettoyage facile du sédiment, grande économie de frais de transport, la chaudière occupant peu de place et pouvant se transporter sur traîneaux.

Machines à vapeur, machines aratoires, charnues, moissonneuses, qui ont aussi obtenu la médaille d'or à l'Exposition polytechnique de Moscou 1872.

Catalogues envoyés gratis et affranchis.

Représentant pour la Russie

W. H. Kilpin.

point de Police, maison Bachmakov, log. n° 29.

524

MACHINES AMÉRICAINES A FAUCHER LES GRAMINÉES

EXCELSIOR

de J. F. Seiberling & Co à Akron, O. Etats-Unis d'Amérique

d'après le jugement des Académies de Halle, Poppelsdorf et Hohenheim, les meilleures de ce genre. Elles peuvent aussi être appliquées avantageusement jointes à un appareil à faucher le blé (avec appareil à déposer) comme machines à faucher les blés.

S'adresser pour achats, circulaires et certificats à Paul Giffhorn, agent général à Brunswick. On prie de faire les commandes le plus tôt possible, afin qu'elles soient exécutées en temps utile. R. M. 302

LA DIRECTION

DE LA

BANQUE DE COMMERCE

D'AZOW-DON

Conformément à l'art. 55 des statuts, à l'honneur d'inviter MM. les actionnaires à l'assemblée générale ordinaire qui aura lieu le 18 mars prochain au siège social, grande rue Petrovskaya, maison Trétiakow.

Il sera soumis à l'examen et à la délibération de cette assemblée :

- 1° Le compte-rendu de l'exercice 1871-72.
- 2° L'ouverture des succursales de la Banque, et
- 3° Le désir témoigné par quelques-uns des actionnaires relativement à l'augmentation du capital.

Conformément à l'art. 52 des statuts tous les possesseurs d'actions de la Banque ont le droit d'assister à l'assemblée générale, mais il n'y a que les porteurs d'au moins 25 actions qui aient droit de vote, à condition que ces actions aient été inscrites dans les registres de la direction, un mois au plus tard avant la réunion de l'assemblée générale.

Selon l'art. 53 des statuts l'actionnaire ayant le droit de vote, qui est absent, peut déléguer ce droit à un actionnaire qui en est également investi ; mais nul actionnaire ne peut être en aucun cas mandataire de deux autres actionnaires ni réunir plus de dix voix. 470

BANQUE INTERNATIONALE DE COMMERCE

à St-Petersbourg.

La direction a l'honneur de prévenir MM. les actionnaires qu'aux termes de l'art. 61 des statuts, ils sont convoqués en assemblée générale pour le mercredi 11 avril prochain, à une heure de relevée, au siège de la Banque (6, Quai Anglais).

Ordre du jour.

- 1° Compte-rendu de la Banque pour l'exercice 1872.
- 2° Election de deux membres de la direction et de quatre membres du conseil, en remplacement des membres sortants, conformément aux art. 38 et 50 des statuts.

Et 3° proposition d'autoriser les succursales de la Banque à Kiew et à Kharkow à escompter les lettres de change revêtues d'une seule signature sur hypothèque d'établissements industriels et de fabriques, à l'instar des Banques de commerce privée et industrielle à Kiew.

La direction croit devoir rappeler à MM. les actionnaires qu'aux termes de l'art. 62 des statuts, l'assemblée générale ne délibère valablement que si elle réunit quarante actionnaires au moins et que, conformément à l'art. 56 des statuts, les actionnaires ne peuvent exercer leur droit de vote qu'un mois après que les actions qui leur confèrent ce droit ont été inscrites à leur nom sur les registres de la direction.

L'inscription des actions se fait :

A St-Petersbourg, à la direction de la Banque internationale de commerce.

Vienne, à la Société I. R. P. autrichienne de crédit pour le commerce et l'industrie.

Berlin, à la direction de la Société d'escompte.

Amsterdam, à la Banque d'Amsterdam.

Frankfurt-sur-Mein, chez MM. M. A. de Rothschild et fils.

Hambourg, chez MM. L. Behrens et fils. 574

AVIS.

Dans le courant du mois de janvier, la Compagnie russe de navigation à vapeur, de commerce et du chemin de fer d'Odessa a réalisé les recettes suivantes :

Transport des marchandises et des voyageurs 168,981 r. 75 c., contre 147,516 r. 38 c. dans le même mois en 1872, soit une augmentation de recettes de 20,865 r. 37 c. 581

LA BANQUE D'ESCOMPTE

ET DE PRÊTS

de St-Petersbourg

porte à la connaissance générale, sur la demande qui lui en a été faite par la Banque de commerce privée de Kiew, que le dividende du quatrième coupon des parts et actions de la Banque de commerce de Kiew pour l'année 1872 forme pour chaque part 2,961 r. 87 c. et pour chaque action 49 r. 86 c. — sommes qui seront payées par la Banque d'escompte et de prêts de St-Petersbourg tous les jours, les dimanches et fêtes exceptés, de onze heures du matin à trois heures de l'après-midi. En remboursant les coupons la Banque prélèvera la commission qui lui revient. 570

LA DIRECTION DU CHEMIN DE FER

DE

KOURSK-KHARKOW-AZOW

fait un appel aux personnes qui désireraient se charger, après enchères et conformément aux conditions, de la fourniture du matériel d'éclairage, de graissage et autres qui sont nécessaires dans les magasins de la Société du chemin de fer de Koursk-Kharkow-Azow. Les enchères pour cette fourniture auront lieu le 20 mars courant, à midi, à Kharkow, au siège de la direction du chemin de fer, au moyen de soumissions cachetées.

Les conditions de cette fourniture et la liste avec la dénomination du matériel et de la quantité du matériel nécessaires seront distribuées par la direction à partir du 1^{er} mars tous les jours entre midi et trois heures.

Les soumissions doivent être adressées au nom du directeur du chemin de fer jusqu'au 20 mars 1873, à midi, avec la suscription : « Soumission pour la fourniture de matériel pour les magasins du chemin de fer de Koursk-Kharkow-Azow. »

Les soumissions doivent contenir :

- a. La dénomination des différents objets de matériel.
- b. Le prix de fourniture.
- c. L'indication du magasin où le matériel sera fourni et, si la fourniture se fait dans plusieurs magasins, préciser quels sont les magasins et quel en est le nombre.

Les personnes qui veulent prendre part aux enchères doivent déposer en sus de leurs soumissions :

- a. Un nantissement dans la proportion de 50/0 de la valeur de la fourniture dont on se charge, en argent comptant ou en valeurs garanties par le gouvernement, lesquelles sont acceptées au cours de la Bourse.
- b. Deux exemplaires d'échantillons du matériel portant le cachet de la personne ayant déposé la soumission et une étiquette avec le nom de ladite personne.

Les soumissions qui ne répondront pas aux exigences susmentionnées ne seront pas examinées.

Les résultats des enchères seront annoncés le 23 mars au plus tard. Les personnes qui seront chargées de la fourniture sont tenues de conclure avec la direction, au bout d'une semaine au plus tard, un contrat conforme aux conditions. Dans le cas contraire la direction du chemin de fer garde le nantissement déposé et a le droit de transmettre la fourniture à une autre personne — mesure contre laquelle celui qui n'a pas rempli la condition susmentionnée n'a pas le droit de réclamer.

Les nantissements déposés avant les enchères sont conservés par la direction du chemin de fer jusqu'à l'annonce du résultat des enchères ; si les enchères n'aboutissent à aucun résultat, les nantissements seront rendus à leurs propriétaires le 23 mars au plus tard et les enchères déclarées nulles. 577



VÉRITABLES MACHINES A COUDRE AMÉRICAINES

DE

WHEELER & WILSON

FAISANT UNE DOUBLE COUTURE.

PLUS DE 700,000 SONT EN ACTIVITÉ DE SERVICE.

Par suite de l'agrandissement du cercle d'action de la fabrique, qui donne à la C^{ie} WHEELER et WILSON la possibilité de fournir des machines à un prix mo et de faire honneur à toute demande de ce genre (la maison fabriquant plus de 900 machines par jour), G. M. HUTTON et Co, agents généraux de MM. WHEELER et WILSON pour la Russie, livrent à l'honorable public des machines considérablement perfectionnées.

Le prix des machines est depuis 55 roubles y compris la manière de s'en servir. Garantie pour 4 ans.

Les qualités dont se recommandent ces célèbres machines sont les suivantes :

- 1° Une belle et excellente couture, identiquement la même à l'endroit et à l'envers de l'étoffe cousue.
- 2° La fermeté et la solidité de la couture, qui la préserve de se décomposer.
- 3° Leur aptitude à être appliquées à toutes sortes de travaux et d'étoffes.
- 4° L'économie du fil.
- 5° L'élégance et la goût de la façon et du fini.
- 6° Leur construction simple et durable.
- 7° Leur vitesse de mouvement, la facilité de leur emploi et l'absence de bruit en fonctionnant.

La couture double est préférable à toutes les autres coutures, et cette couture, les machines Wheeler et Wilson la font mieux que toutes les autres machines.

Pour garantir le public des contrefaçons la marque de commerce ci-dessus indiquée est apposée à toutes nos machines véritablement fabriquées par Wheeler et Wilson.

Véritables machines à coudre à la main américaines Wheeler & Wilson de 55, 65 r.

Machines à coudre à la main de différentes fabriques de 15, 25, 35, 40 et 45 r.

Coton, et soie, noirs, blancs et couleurs, aiguilles, huile, etc.

On est prié de s'adresser pour des modèles de couture et pour les prix courants à

G. M. HUTTON & Co,

AGENCE GÉNÉRALE POUR LA RUSSIE.

ST-PETERSBOURG, Petite-Morskala, maison Vorontsov, n° 14. — MOSCOU, Grande-Loubianka, maison Mazourine. — ODESSA, rue de la Poste, maison Yourhaff. — Dans l'intérieur chez les sous-agents du dépôt de St-Petersbourg.

Observation. Pour la commodité du public, nous avons encore ouvert à St-Petersbourg, outre notre magasin et comptoir, Petite Morskala, n° 14, des dépôts au Gostinoy Dvor (soi Bostannoye Opytsnoye znanie), au Magasin hollandais Jansen loost & Co, n° 139, et au magasin d'horlogerie F. Winter, coin de la perspective Nevsky et de la Liternaya, maison Toupikow, où les machines originales se vendent aux mêmes prix qu'à notre magasin et où chaque acheteur reçoit une note de nous.